

POLITIQUE des DROGUES

le cnam

6

Juillet 2024

Politiques des drogues aux Etats-Unis : une révolution ?



le cnam

équipe sécurité & défense
renseignement, criminologie, crises, cybermenaces



Sommaire

Éditorial	p. 3
<i>Damage control</i> : les réponses sanitaires à la crise des opioïdes aux États-Unis <i>Élisa Chelle</i>	p. 4
Commercialiser le cannabis et ses dérivés aux États-Unis : le cas du Colorado <i>Michel Gandilhon</i>	p. 12
Introduction to the Northern Californian Situation : From Counterculture to Legalization – Cannabis in the « Emerald Triangle » <i>Paolo Stuppia</i>	p. 20
Cultural Solutions for Drug Abuse <i>Brian Hill</i>	p. 38
Humboldt Weed and Counterculture Legacy : Some initial thoughts at the end of the commodity boom <i>Dominic Corva</i>	p. 43
L'Équateur, hub majeur de la cocaïne : défis et perspectives <i>Lucie Laplace</i>	p. 47
Interview de Serge Ahmed <i>Héloïse Athéa</i>	p. 55
La littérature peut-elle éclairer une politique des drogues ? Application aux opiacés <i>Michel Antoni</i>	p. 63
Livres Nouveautés : présentations des éditeurs	p. 70
Revue PDD Appel à articles	p. 73



Éditorial

La thématique des drogues et des addictions est vaste, comme le monde. Pour la première fois, nous consacrons un numéro de la revue à une zone géographique particulière, en l'occurrence un pays, les États-Unis d'Amérique, et nous le referons prochainement pour la publication des actes de notre séminaire portant sur l'Afrique. Cela étant, aucun endroit sur la planète n'est vraiment complètement autonome et ce qui se passe outre-Atlantique, aussi bien en termes de modes de vie et de consommation que de trafics, emporte des effets internationaux à prendre en considération.

Si l'actualité telle qu'elle est relayée par les médias a beaucoup évoqué, ces derniers temps, les problèmes liés au narcotrafic, dont les aspects tant nationaux que transnationaux ne sont évidemment pas à négliger, d'autres événements très importants ont eu lieu récemment dans notre champ d'études, comme la légalisation du cannabis en Allemagne, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2024, ou la reconnaissance, qualifiée par certains d'historique, de la réduction des risques à la Commission des stupéfiants des Nations Unies en mars 2024. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces évolutions ultérieurement.

Pour le moment, vous remarquerez que pour la première fois, votre revue préférée comporte trois articles « varia », sur des sujets très différents : l'Équateur, la politique de la recherche et la littérature. Nous sommes très heureux de publier ces analyses de qualité et nous vous encourageons à contacter la rédaction si vous souhaitez intégrer notre aventure collective, en nous proposant des textes portant sur notre/votre sujet de prédilection.

À propos de collectif, nous sommes ravis de vous informer de l'arrivée dans notre équipe d'Imaine Sahed, autrice d'une thèse de sociologie passionnante sur la consommation de drogues pendant l'adolescence. Elle remplace à la direction de la rédaction Marie-Astrid Le Theule, qui reste dans le comité scientifique de la revue.

Nous vous souhaitons une agréable lecture de ce nouveau numéro et restons bien sûr à l'écoute de vos attentes.

Le comité éditorial



Les réponses sanitaires à la crise des opioïdes aux États-Unis

Élisa CHELLE

Professeure de science politique
Université Paris Nanterre – Sciences Po – IUF

Aux États-Unis, il ne se passe pas une semaine sans que ne soit évoquée la crise des opioïdes. Depuis que Donald Trump en a fait un thème de campagne en 2015, le sujet est abondamment traité par les médias comme par les fictions. Il revient sans cesse dans des discours politiques au ton plus alarmiste.

Avec l'arrivée sur le marché légal du médicament en 1995 d'un puissant opioïde aux effets proches de l'héroïne – l'OxyContin –¹, les morts par overdose ont augmenté. Ils ont fini par se stabiliser en 2022 autour de 107 000 morts par an, avant de repartir à la hausse en 2023 pour atteindre le chiffre de 112 000. Parmi ces morts, les deux tiers sont directement liés à la consommation d'opioïdes. Un qualificatif qui peut désigner différentes sortes de produits : des substances légales (médicaments sur ordonnance), illicites (médicaments revendus sur le marché noir) et illégales (héroïne, contrefaçons de médicaments).

Aujourd'hui, le problème tient surtout à la consommation de fentanyl, un analgésique humain 100 fois plus puissant que la morphine et qui fait l'objet d'une contrefaçon massive. Depuis la pandémie de Covid-19, les jeunes sont de plus en plus victimes d'une surconsommation de ces substances achetées sur Internet. Il ne s'agit pas nécessairement de fentanyl mais de médicaments frauduleusement coupés avec ce produit (des anti-dépresseurs par exemple). Des cas de décès de jeunes enfants entrée en contact accidentel avec le fentanyl ont également ému la presse grand public.

Avec la pandémie de Covid-19, la consommation croissante des opioïdes de synthèse a contribué, ces dix dernières années, à l'élévation sensible du nombre de morts par overdose². Un best-seller imputant cette crise à des défaillances du système économique a fait de ces victimes des « morts de désespoir »³. Mais ce cadrage journalistique ne doit pas faire oublier que chaque année autant d'Américains meurent des suites d'un diabète. Les overdoses de drogue sont, elles, plus politisées. S'y attache le caractère

¹ Pour un historique plus large, voir B. LEBEAU LEBOVICI, « La crise américaine des opioïdes et l'avenir des politiques des drogues », *Politiques des drogues*, n° 2, février 2022, p. 43-51.

² I. OBRADOVIC, *La crise des opioïdes aux États-Unis. D'un abus de prescriptions à une épidémie aïgue*, Ifri, 2018.

³ A. CASE et A. DEATON, *Deaths of Despair and the Future of Capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 2020.

« immoral » et délictueux de la consommation de stupéfiants. C'est sous ce dehors que se construit le problème public des opioïdes. Par un traitement partisan que la campagne électorale américaine de 2023-2024 continue d'intensifier.

Le fentanyl est ainsi régulièrement pointé du doigt par les Républicains qui y voient d'abord le symptôme du laxisme des contrôles à la frontière avec le Mexique. La criminalité des cartels de drogues serait, pour eux, la principale raison de la persistance du problème aux États-Unis⁴. D'autant que ce trafic – et le fait est avéré – bénéficie de l'appui d'acteurs chinois, que ce soient des fournisseurs de précurseurs chimiques des contrefaçons ou des parties prenantes au blanchiment d'argent occasionnés par ce trafic⁵. La crise des opioïdes est enchâssée dans des rivalités politiques et même géopolitiques⁶.

Cette contribution se concentrera uniquement sur les politiques de santé visant à endiguer la crise. Les politiques publiques en la matière sont aussi complexes que les causes de cette « épidémie » : régulation insuffisante de l'industrie pharmaceutique, mésusages des médicaments, prescriptions abusives, faible encadrement des distributions de médicaments, remboursement des assurances incitant à la sur-prescription, mauvaise prise en charge des addictions... De plus, ces réponses restent fragmentées du fait du fédéralisme américain. L'État fédéral se concentre sur l'aspect sécuritaire du trafic de drogues alors que les États fédérés se montrent jaloux de leurs compétences pour légiférer en matière de santé. Ce sont eux qui décident des mesures à prendre et ils le font selon des problématiques locales.

Le Congrès vote parfois des mesures d'envergure nationale, comme un soutien budgétaire aux États. Mais sans pouvoir coordonner les actions à l'échelle du pays. Pour autant, il serait erroné d'aller jusqu'à affirmer l'indifférence ou l'inertie des pouvoirs publics. Par ailleurs, des acteurs non étatiques, tels que les compagnies d'assurance, jouent un rôle non négligeable. Ce sont ces

⁴ Jusqu'au milieu des années 1970, c'est la « *French Connection* » qui fut responsable de la majorité de la drogue écoulee sur le sol états-unien avant d'être supplantée par les cartels du Mexique. Ce pays, producteur de cannabis et de pavot, est celui du transit de la cocaïne sud-américaine. Aussi est-il régulièrement pointé du doigt depuis les années Reagan. Voir A. TEAGUE, « The War on Drugs in Mexico », dans D. Farber (dir.), *The War on Drugs: A History*, New York, New York University Press, 2021, p. 215-241.

⁵ En octobre 2023, le gouvernement des États-Unis a infligé des sanctions à vingt-cinq individus et sociétés chinoises accusés de trafic de fentanyl en leur interdisant toutes transactions aux États-Unis. Voir *US Department of Justice*, « Justice Department Announces Eight Indictments Against China-Based Chemical Manufacturing Companies and Employees », communiqué de presse, 3 octobre 2023. En ligne : <https://www.justice.gov/opa/pr/justice-department-announces-eight-indictments-against-china-based-chemical-manufacturing> (consulté le 12 décembre 2023).

⁶ Elle revêt également un aspect judiciaire avec les nombreux procès engagés contre *Purdue Pharma* et d'autres firmes pharmaceutiques mais aussi contre des chaînes de distribution ou des médecins sur-prescripteurs. En décembre 2023, le procès *Purdue* est encore en cours.

initiatives qu'il convient de documenter tout en pointant les obstacles criants au règlement de ce problème majeur de santé publique.

La régulation partielle des consommations sur ordonnance

L'augmentation des overdoses étant, depuis une quinzaine d'années, principalement imputable à la multiplication des prescriptions d'OxyContin, ce médicament a fait l'objet de décisions spécifiques. En 2010, l'OxyContin représentait 30 % du marché des analgésiques aux États-Unis⁷, pour culminer en 2012 à 255 millions de prescriptions par an. Pour autant, il n'a jamais été question d'interdire purement et simplement sa commercialisation. 92 millions d'Américains ont déjà consommé des opioïdes, dont 3 millions auraient souffert de problèmes de dépendance subséquents⁸. À ce jour, le médicament apporte une réponse sans équivalent au problème de la douleur intense. Sa prescription systématique pour des indications telles que la lombalgie ou les douleurs post-opératoires (dentaire, césarienne, etc.) et sur des durées prolongées a toutefois provoqué des consommations non contrôlées. D'autant que les médecins n'étaient guère formés aux phénomènes d'addiction. En réponse, plusieurs compagnies d'assurance ont fait le choix de restreindre le remboursement du médicament dans les régions où il était surprescrit⁹.

Tout était en place pour que le nombre de morts atteigne un niveau épidémique. L'oxycodone étant deux fois plus puissant que la morphine et ayant un effet euphorisant, son usage a été détourné jusqu'à devenir, lui aussi, un facteur de risque. Certes, l'enrobage des comprimés a été revu par Purdue Pharma : en 2010, il a été décidé de le rendre moins facile à écraser, et donc plus inconfortable à l'inhalation ou l'injection. Ce changement de galénique a permis à la firme de renouveler le brevet tout en faisant interdire la première génération d'OxyContin pour sa dangerosité. Ce qui a retardé l'accès au marché des génériques pour ce médicament (l'échéance du brevet est à 2030). À la demande de l'agence du médicament, la Food and Drug Administration (FDA), des messages d'avertissement sur le risque de dépendance ont également été apposés sur les conditionnements de l'OxyContin.

Cela reste des mesures insuffisantes. Les conflits d'intérêt, au cœur de l'histoire de l'OxyContin (liens opaques entre Purdue Pharma et la FDA), n'ont pas disparu. Ni la rémunération des médecins pour la promotion ou la prescription du médicament. En fait, aucune mesure contraignante n'a été prise dans ce domaine. Les associations professionnelles nationales de médecins et d'industries pharmaceutiques ont eu beau édicter, à partir des années 2000,

⁷ D. VODOVAR *et al.*, « La crise des overdoses américaines : une menace pour la France ? », *La Revue de Médecine Interne*, vol. 40, n° 6, 2019, p. 389-394.

⁸ M. AZADFARD, M. R. HUECKER et J. M. LEAMING, « Opioid Addiction », National Library of Medicine / StatPearls Publishing, 2023.

⁹ « Cigna Reports 12 Percent Cut in Opioid Use Among U.S. Customers », *Reuters*, 6 avril 2017. En ligne : <https://www.reuters.com/article/us-cigna-opioids-idUSKBN1782LA/> (consulté le 12 décembre 2023).

des règles éthiques et déontologiques. Et une loi votée en 2010 (*Physician Payments Sunshine Act*) imposer la déclaration des dons effectués par les producteurs de médicaments ou dispositifs médicaux aux médecins ou hôpitaux (ce qui alimente une base de données publique consultable sur Internet). Les transactions n'ont toujours pas fait, elles, l'objet du moindre encadrement, en tout cas en dehors des programmes publics d'assurance santé (Medicare pour les personnes âgées, Medicaid pour les ménages défavorisés, CHIP pour les enfants).

Résultat : si le nombre d'opioïdes sur ordonnance a connu, en 2020, une diminution à 142 millions de prescriptions annuelles, les morts par overdose ont continué d'augmenter. Un paradoxe qui s'explique par la prise en charge insuffisante des publics en situation d'addiction. La restriction relative de l'accès au marché légal s'est traduite par un report sur le marché illicite où la consommation d'opioïdes pharmaceutiques se fait en dehors de toute prescription médicale, voire par la consommation d'héroïne ou de médicaments contrefaits (tels que le fentanyl). Une fois que l'addiction est installée, les personnes dépendantes recherchent des produits toujours plus forts, seule condition pour continuer à en ressentir les effets. Les narcotrafiants s'adaptent, quant à eux, à la surveillance accrue de certains produits en faisant circuler des équivalents comme les anesthésiants vétérinaires (carfentanyl, tranq...). Des produits beaucoup plus dosés et donc plus dangereux bien que légaux.

L'impuissance de l'État fédéral

Les lois nationales en matière de santé facilitent l'action des États plus qu'elles ne les contraignent. La présidence Obama est connue pour le vote du *Patient Protection and Affordable Care Act* en 2010, couramment désignée « réforme Obama » ou « Obamacare ». Son principe général était de favoriser l'accès à une assurance santé dans un pays où celle-ci n'est pas universelle. Le texte touchait à de nombreux aspects du système de santé américain¹⁰. Parmi eux, la possibilité d'élargir l'éligibilité au dispositif Medicaid en assurant les patients les plus pauvres et en ouvrant un plus large accès aux soins, y compris pour les addictions. La mise en œuvre de cette politique a cependant été du ressort des États. Si quarante d'entre eux (ainsi que Washington D.C.) ont fini par l'adopter, le mouvement a été très progressif. Du renfort est venu, en 2016, du *Comprehensive Addiction and Recovery Act* (CARA). Une action publique conduite sur plusieurs fronts : la prévention, l'accès aux traitements de substitution, la réduction de la prescription d'opioïdes mais aussi la lutte contre le narcotrafic.

Dès son arrivée à la Maison Blanche, Donald Trump s'est mobilisé pour faire abroger l'Obamacare. Sans succès¹¹. En revanche, il a politisé la crise des

¹⁰ É. CHELLE, *Comprendre la politique de santé aux États-Unis*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2019.

¹¹ É. CHELLE, « Santé : comment Trump s'efforce de défaire l'Obamacare », *The Conversation*, 25

opioïdes. Il faut dire qu'elle touchait durement une partie de son électorat, à savoir l'Amérique blanche et peu éduquée des régions rurales, notamment des Appalaches. À cette fin, le président a créé une *Commission on Combating Drug Addiction and the Opioid Crisis*. Il s'agissait d'un groupe de travail bipartisan. Dirigée par le républicain Chris Christie, alors gouverneur du New Jersey, la commission avait pour tâche de formuler des recommandations. Elle rendra son rapport quelques jours après la déclaration d'un état d'urgence sur les opioïdes par Trump, le 26 octobre 2017. La teneur de cette action publique est sans surprise. L'alternance partisane n'a pas provoqué de changement majeur en matière de politiques des drogues, un agenda toujours partagé entre lutte contre le narcotrafic et soutien financier aux États en matière de politique sanitaire. Seule originalité : la campagne de prévention à destination des jeunes (« The Truth about Opioids ») lancée en 2018¹².

Ces dernières années, l'État fédéral a continué à investir dans une politique de réduction des risques. En 2022, le plan Biden de 1,5 milliard de dollars a abondé dans ce sens¹³. La tendance est désormais à la généralisation de la naloxone, un antidote aux overdoses d'opioïdes utilisé depuis les années 1970 sous forme injectable. Sa formule en spray nasal, plus facile à administrer, fut mise sur le marché en 2015 et génériquée en 2019. Par contrecoup, la législation sur la naloxone s'est assouplie dans tous les États, qu'il s'agisse, par exemple, d'exempter de responsabilité juridique les médicaux ou les civils qui administrent l'antidote ou d'autoriser la prescription à des tiers (et non pas seulement à la personne à risque d'overdose). Sa vente sur Internet et sans ordonnance a même été autorisée par la FDA en mars 2023. De plus, sur initiative des autorités locales, les policiers et le personnel scolaire sont de plus en plus formés à l'administration de naloxone.

À côté de la réduction des risques, se pose la question du traitement de l'addiction. L'accès aux produits de substitution – méthadone ou buprénorphine, des opioïdes sans effet euphorisant – reste fortement encadré par l'État fédéral. Au point que les traitements de substitution s'avèrent beaucoup plus restrictifs que le contact avec les opioïdes. La prescription de ces derniers est simplement conditionnée par l'inscription du médecin dans un registre fédéral. Quant aux infirmiers de pratique avancée, ils peuvent en prescrire dans certains États et sous certaines conditions. Par contraste, la

juin 2017. En ligne : <https://theconversation.com/sante-comment-trump-sefforce-de-defaire-lobamacare-79363> (consulté le 12 décembre 2023).

¹² Voir le site de l'ONG en charge de sa mise en œuvre : <https://truthinitiative.org/research-resources/substance-use/expanding-our-mission-opioid-education-and-prevention-campaign> (consulté le 27 novembre 2023).

¹³ « FACT SHEET: Biden-Harris Administration Announces New Actions and Funding to Address the Overdose Epidemic and Support Recovery », communiqué de presse la Maison Blanche, 23 septembre 2022. En ligne : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/09/23/fact-sheet-biden-harris-administration-announces-new-actions-and-funding-to-address-the-overdose-epidemic-and-support-recovery/> (consulté le 27 novembre 2023).

méthadone n'est délivrée, elle, que par des cliniques agréées. La buprénorphine, autorisée depuis 2002, peut être prescrite par des médecins. Mais à la condition cependant qu'ils aient suivi une formation et obtenu une autorisation spécifique de la *Substance Abuse and Mental Health Services Administration* (SAMHSA).

Autre obligation fédérale : une fois ces conditions remplies, le nombre annuel de patients par médecin (hors traitements d'urgence) est limité. Et les États peuvent y surimposer leurs propres restrictions¹⁴. Il en résulte une dissymétrie persistante entre l'accès aux opioïdes et l'accès aux solutions de sevrage. Pour obtenir un traitement de substitution, les temps d'attente peuvent aller jusqu'à plusieurs mois. Or, ces délais sont censés être, eux-mêmes, des solutions provisoires en vue de l'obtention d'une place en cure de désintoxication. C'est la raison pour laquelle certains États ont choisi de lever de telles restrictions. Mais ils ne sont pas nombreux et la décision est souvent difficile à faire passer.

L'action publique locale : déterminante mais éclatée

On l'a vu : les décisions fédérales sont indissociables de l'action volontaire des États. Ce principe n'est pas spécifique à la question des opioïdes ni même au secteur de la santé. Il est constitutif du fédéralisme américain. La politique de lutte contre les overdoses d'opioïdes est faite d'une myriade de mesures prises surtout au niveau local. Contentons-nous d'en donner un aperçu.

Une première série de mesures a consisté à instaurer des systèmes de *monitoring* gérés directement par les États. La surveillance de la délivrance de médicaments a permis de diminuer le nombre de prescriptions, parfois aussi celui du nombre de morts par overdose, mais pas dans tous les sous-groupes de population si on prend l'exemple du Tennessee¹⁵. Les cliniques spécialisées dans le traitement de la douleur (*pain clinics*), plus susceptibles de prescrire des opioïdes pendant des périodes prolongées, ont fait l'objet d'un enregistrement et d'un suivi plus strict. D'autres règles peuvent s'appliquer, par exemple l'interdiction du paiement par espèces ou mandat cash, l'interdiction de délivrance d'opioïdes, ou l'exigence que le directeur médical soit un spécialiste certifié du traitement de la douleur¹⁶.

Une deuxième série de mesures a concerné l'accueil des patients à l'hôpital. Le protocole de détection et d'évaluation des risques liés à l'abus de drogues repose sur des questions clés à poser aux patients admis en services d'urgence. Puis si cet examen est pertinent, il peut être suivi par un entretien approfondi et une insertion dans un parcours de soins. L'État de Washington rapporte une

¹⁴ M. MCPHEETERS et M. K. BRATTON, « The Right Hammer for the Right Nail: Public Health Tools in the Struggle Between Pain and Addiction », *The University of Memphis Law Review*, vol. 48, n° 4, 2018, p. 1342.

¹⁵ *Ibid.*, p. 1318.

¹⁶ *Ibid.*, p. 1328 et s.

nette réduction de l'usage illicite de substances après la mise en œuvre de ce schéma de pilotage¹⁷. Des pratiques similaires ont été observées dans le Massachusetts, en Pennsylvanie, en Louisiane ou dans le New Jersey. Entre 2015 et 2018, d'autres États ont défini des règles originales de réduction des risques liés aux opioïdes¹⁸.

En Floride, les hôpitaux accueillant du public en service d'urgences définissent un protocole de bonnes pratiques en matière de prévention des overdoses. Dans le Rhode Island, les patients admis aux urgences pour overdose sont informés de toutes les solutions de soins existantes (traitement de substitution, médecins spécialisés, cures de désintoxication) avant de quitter l'hôpital. Enfin, point important, la décriminalisation de l'usage de drogues a amélioré la prise en charge à l'hôpital. Si le patient encourt un risque de sanction, il sera plus rétif à se faire admettre en structure de soins, point d'entrée vers un possible parcours de sevrage. Quinze États ont adopté ces *Good Samaritan laws*¹⁹, des lois garantissant la non-poursuite des individus pour usage de stupéfiants lors d'une admission aux urgences pour overdose d'opioïdes. Dans certains comtés, la police a même l'obligation de conduire alors ces individus à l'hôpital²⁰.

Conclusion

La magnitude de la crise des opioïdes aux États-Unis ne s'explique pas par l'abandon de la question par les pouvoirs publics et les acteurs du secteur. L'État fédéral joue pleinement son rôle par un soutien budgétaire accompagné de recommandations. Quant aux États fédérés, ils se sont emparés de la question mais selon le type de problématique propre à chaque territoire. Les hôpitaux comme les compagnies d'assurance ont, eux aussi, contribué à limiter l'envergure des morts par overdose. Mais force est de constater que ces mesures ne suffisent pas. Si le pic de la crise du Covid est passé, les lacunes des infrastructures de santé restent patentes. Les établissements peinent à absorber et à traiter un public dépendant. Beaucoup ne parviennent toujours pas à traiter leur situation économique et sociale étroitement mêlée à l'addiction elle-même²¹. L'accès aux traitements de substitution et la pluralisation des modes de traitement de la douleur²² constituent deux critères essentiels pour que le recours aux opioïdes ne dégénère pas en crise ouverte. Des leçons que l'Europe peut bel et bien continuer à donner aux États-Unis en matière de politique de santé publique.

¹⁷ M. C. BARNES et D. C. MCCLUGHEN, « Warm Handoffs: The Duty of and Legal Issues Surrounding Emergency Departments in Reducing the Risk of Subsequent Drug Overdoses », *The University of Memphis Law Review*, vol. 48, n° 4, 2018, p. 1109-1110.

¹⁸ *Ibid.*, p. 1114 et s.

¹⁹ *Ibid.*, p. 1122.

²⁰ *Ibid.*, p. 1123.

²¹ N. DASGUPTA, L. BELETSKY et D. CICCARONE, « Opioid Crisis: No Easy Fix to Its Social and Economic Determinants », *American Journal of Public Health*, vol. 108, n° 2, 2018, p. 182-186.

²² H. BERGERON et R. COLSON, « What Lessons from France's Experience Could Be Applied in the United States in Response to the Addiction and Overdose Crisis? », *Addiction*, vol. 117, n° 5, 2022, p. 1191-1192.

Bibliographie

AZADFARD Mohammadreza, Martin R. HUECKER et James M. LEAMING, « Opioid Addiction », National Library of Medicine / StatPearls Publishing, 2023.

BARNES Michael C. et Daniel C. McCLUGHEN, « Warm Handoffs: The Duty of and Legal Issues Surrounding Emergency Departments in Reducing the Risk of Subsequent Drug Overdoses », *The University of Memphis Law Review*, vol. 48, n° 4, 2018, p. 1099-1164.

BERGERON Henri et Renaud COLSON, « What Lessons from France's Experience Could Be Applied in the United States in Response to the Addiction and Overdose Crisis? », *Addiction*, vol. 117, n° 5, 2022, p. 1191-1192.

CASE Anne et Angus DEATON, *Deaths of Despair and the Future of Capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 2020.

CHELLE Élisabeth, *Comprendre la politique de santé aux États-Unis*, Rennes, Presses de l'EHESP, 2019.

CHELLE Elisa, « Santé : comment Trump s'efforce de défaire l'Obamacare », *The Conversation*, 25 juin 2017. En ligne : <https://theconversation.com/sante-comment-trump-sefforce-de-defaire-lobamacare-79363> (consulté le 12 décembre 2023).

DASGUPTA Nabarun, Leo BELETSKY et Daniel CICCARONE, « Opioid Crisis: No Easy Fix to Its Social and Economic Determinants », *American Journal of Public Health*, vol. 108, n° 2, 2018, p. 182-186.

LEBEAU LEBOVICI Bertrand, « La crise américaine des opioïdes et l'avenir des politiques des drogues », *Politiques des drogues*, n° 2, février 2022, p. 43-51.

MCPHEETERS Melissa et Mary K. BRATTON, « The Right Hammer for the Right Nail: Public Health Tools in the Struggle Between Pain and Addiction », *The University of Memphis Law Review*, vol. 48, n° 4, 2018, p. 1299-1355.

OBRADOVIC Ivana, *La crise des opioïdes aux États-Unis. D'un abus de prescriptions à une épidémie aiguë*, Ifri, coll. « Potomac Papers », 2018.

TEAGUE Aileen, « The War on Drugs in Mexico », dans David Farber (éd.), *The War on Drugs: A History*, New York, New York University Press, 2021, p. 215-241.

VODOVAR Dominique, Jérôme LANGRAND, Nicolas TOURNIER et Bruno MEGARBANE, « La crise des overdoses américaines : une menace pour la France ? », *La Revue de Médecine Interne*, vol. 40, n° 6, 2019, p. 389-394.



Commercialiser le cannabis et ses dérivés aux États-Unis : le cas du Colorado

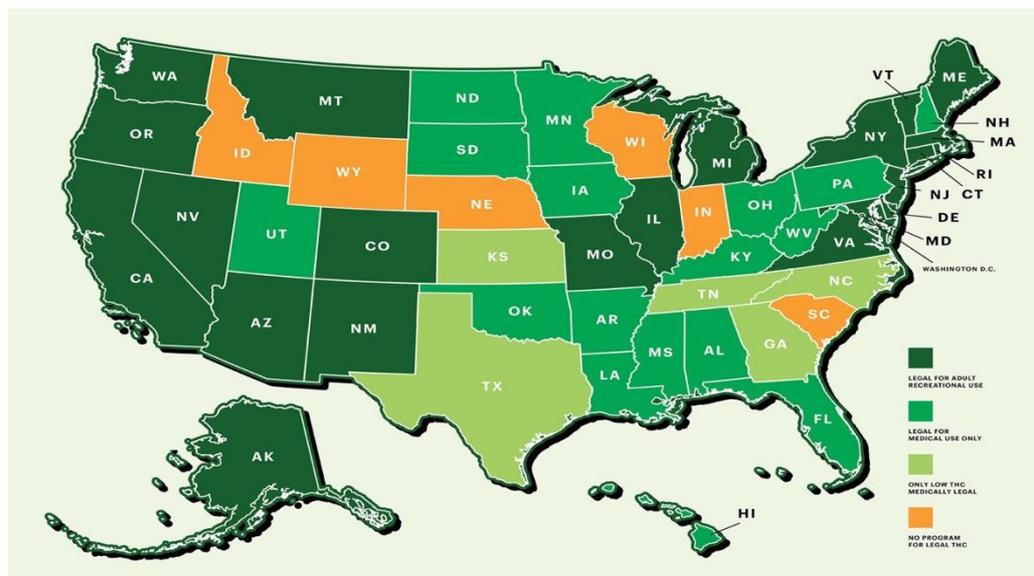
Michel GANDILHON

Expert associé auprès du pôle sécurité-défense du CNAM/ESDR3C

Depuis les référendums de 2012 qui ont vu le Colorado et l'État de Washington légaliser la consommation de cannabis à des fins non médicales, les États-Unis connaissent un bouleversement considérable non seulement en termes de politiques publiques, mais aussi de rapports que la société américaine entretient avec cette substance ou plutôt avec ces dérivés (voir encadré infra).

Un contexte national en bouleversement

Si le cannabis reste prohibé à l'échelle fédérale et figure toujours dans le tableau 1 des substances à fort potentiel d'abus et sans utilité médicale, malgré les recommandations du Department of Health de le reclasser dans le tableau 3¹, il n'en va pas de même au niveau des États. À ce jour, 24 États, plus le district de Washington et le territoire de Guam, ont légalisé le cannabis à des fins non médicales et 38 à des fins médicales, dont une écrasante majorité ont adopté un modèle fondé sur une commercialisation remettant la production et la vente au secteur privé. En 2022, plus de 141 millions d'Américains vivaient dans un État où le cannabis non médical est légal.



Carte 1 : La légalisation du cannabis médical et non médical aux États-Unis en 2023

¹ Réservé aux substances à faible potentiel d'abus et utile sur le plan médical. Depuis que ces lignes ont été écrites, l'administration Biden a annoncé en mai 2024 qu'elle allait suivre cette recommandation.

Cette banalisation du cannabis et de ses dérivés dans le paysage américain s'inscrit depuis une dizaine d'années dans le contexte d'une forte augmentation de la consommation. En 2021, près de 19 % des Américains (+ de 12 ans) avaient consommé du cannabis dans l'année, soit près de 52,5 millions de personnes, une progression de plus de 50 % en l'espace de huit ans². À titre de comparaison, en France, pays qui connaît les taux de prévalence d'usage de cannabis parmi les plus élevés de l'Union européenne, les usages récents en 2021 dans la population adulte s'élevaient à 10,6 % et restaient stables par rapport à 2014³. En 2021, 43 % des Américains âgés de 19-30 ans avaient consommé du cannabis dans l'année contre près de 30 % en 2011⁴. Cette moyenne nationale masque des disparités considérables entre les États, notamment entre ceux qui ont légalisé et ceux qui ne l'ont pas fait. Les habitants des États où le cannabis a été légalisé consomment de la marijuana 24 % plus souvent que ceux qui vivent dans des États où cette substance reste illégale⁵.

Quel cannabis ?

L'appellation générique « cannabis » recouvre des réalités diversifiées : de la marijuana, aux produits concentrés (*concentrate*) désignant des dérivés puissamment concentrés en tétrahydrocannabinol (THC) en passant par des variétés hybrides d'herbe ou des produits comestibles (*edibles*). On assiste actuellement à une montée en puissance des concentrés sur le marché. La plupart des États n'ayant pas fixé de limites aux taux de THC du cannabis vendu dans le secteur commercial. En 2022, le chiffre d'affaires des produits concentrés atteignait près de 2 milliards de dollars avec des perspectives de croissance de 6 % par an pour les dix années à venir contre 3 % entre 2016 et 2021. La teneur en THC du cannabis séché est passée d'une moyenne de 3 % dans les années 1980 à environ 15 % aujourd'hui. Certaines variétés peuvent avoir une teneur moyenne en THC de 30 %.

Cette consommation en augmentation est nourrie par une industrie de plus en plus structurée dont les objectifs sont naturellement d'élargir le marché en augmentant le nombre des consommateurs et son taux de profit. Un puissant lobby du cannabis est en train de naître aux États-Unis dont l'objectif est de faire pression sur le législateur afin de ne pas trop réguler le marché. En 2022, le chiffre d'affaires de l'industrie du cannabis s'élevait à près de 30 milliards de dollars, contre 8 milliards de dollars en 2016, soit 0,1 % du PIB américain pour 400 000 emplois (0,25 % de la population active)⁶.

² Substance Abuse and Mental Health Services Administration (SAMHSA) National Survey on Drug Use and Health, 2022.

³ Olivier Le Nézet et Stanislas Spilka (OFDT), Emmanuel Lahaie et Raphaël Andler (Santé publique France), « Les usages de cannabis en population adulte en 2021 », *Tendances*, n° 153, 2022. Si la France était un État américain, elle se classerait au dernier rang loin derrière l'Alabama (13,2 %) au classement des États consommateurs de cannabis.

⁴ Monitoring the future Survey, 2021.

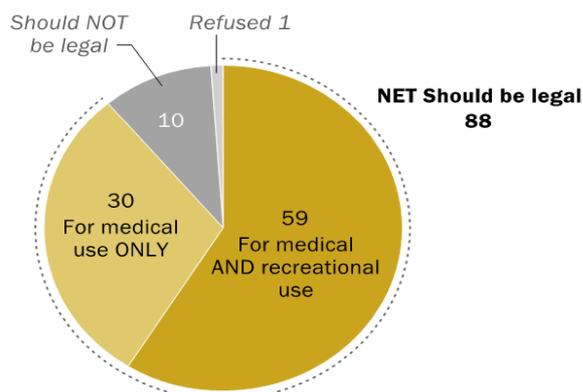
⁵ Zellers et al., *Addiction*, août 2022.

⁶ Andrew Long, MJBizDaily, décembre 2021.

Ces évolutions considérables semblent faire l'objet d'un soutien largement majoritaire dans la population américaine. En octobre 2022, un sondage réalisé par le Pew Research Center montrait qu'une part significative des adultes américains (59 %) déclarent que la marijuana devrait être légale que ce soit pour des raisons médicales ou récréatives. Seul un adulte sur dix (10 %) estime que l'usage de la marijuana ne devrait pas l'être.

Just one-in-ten U.S. adults say marijuana should not be legal at all

% of U.S. adults who say marijuana ...



Source: Survey of U.S. adults conducted Oct. 10-16, 2022.

PEW RESEARCH CENTER

Le Colorado : un modèle exemplaire de légalisation commerciale privée

Afin d'examiner les résultats du modèle de la légalisation commerciale privée choisi par la majorité des États américains, il est intéressant de se pencher sur le Colorado. D'une part, à cause du recul temporel dont on dispose, près d'une dizaine d'années depuis l'ouverture en 2014 des premiers *retail stores* (magasins de détail), et d'autre part du fait que cet État constitue un des représentants les plus éminents du modèle fondé sur la commercialisation privée. Celle-ci continue aujourd'hui de s'épanouir dans un contexte

politique et un environnement économique favorables. Deux réalités qui vont souvent de pair au Colorado comme l'a montré une étude récente sur les activités liées au lobby du cannabis, lequel a dépensé plus de 7 millions de dollars pour influencer la rédaction des projets de loi⁷.

Une économie florissante ?

Ainsi l'économie du cannabis affiche des résultats apparemment impressionnants. Depuis 2014, année de la commercialisation, le chiffre d'affaires de l'industrie du THC, cannabis médical compris, a augmenté de 220 %, passant de 683 millions de dollars à près de 2,2 milliards de dollars en 2021⁸. Cette augmentation est largement imputable à la progression énorme du volume des ventes du secteur non médical, qui passe de 302 millions à 1,7 milliard de dollars. En 2020, les produits « *concentrate* » représentent désormais près de 30 % du marché médical et non médical, soit un quasi triplement en trois ans. La part de l'industrie du cannabis dans le PIB reste toutefois modeste (0,4 %), de même que les recettes fiscales – avec plus de 330 millions de dollars, elles représentaient 0,85 % du budget de l'État en 2019. Cependant, les premiers signes d'un retournement économique du cycle de

⁷ Rotering Thomas, Apollonio Dorie E, "Cannabis industry lobbying in the Colorado State legislature in fiscal years 2010-2021", *International Journal of Drug Policy*, 102, 2022.

⁸ Colorado Department of Revenue : [Marijuana Sales Reports | Department of Revenue \(colorado.gov\)](https://colorado.gov/government/departments/revenue)

l'industrie apparaissent ; les causes tiennent principalement à la saturation du marché, engendrant une baisse des prix, et à la concurrence des États proches qui viennent de légaliser. Pour la première fois depuis 2014, le montant des taxes collectées en 2022 a chuté de 21 % par rapport à la même période de l'année 2021. De nombreuses entreprises, telle la chaîne *Tweedleaf*, ferment leurs magasins. Il est probable que le secteur soit le théâtre d'une profonde restructuration favorisant un processus de concentration que les législateurs avaient pourtant voulu éviter.

Ces retombées économiques positives pour l'État mériteraient toutefois d'être mises en perspective selon une approche en termes de coûts/bénéfices. Ainsi, une étude parue en novembre 2018 du Centennial Institute de l'Université chrétienne du Colorado s'est penchée sur la question du coût social de la légalisation. Elle estime que pour 1 dollar rapporté en taxe, le coût pour l'État serait de 4,5 dollars⁹.

Un contexte sanitaire et social difficile

Cet État « progressiste » constitue donc une sorte d'avant-garde en matière de politique de drogues, laquelle continue sa marche en avant. Ainsi, en 2019, le Colorado a décriminalisé la possession de petites quantités de drogues (jusqu'à 4 grammes) dans un contexte difficile marqué singulièrement par la tragédie nationale que connaissent les États-Unis avec la crise des opioïdes. Entre 2019 et 2020, l'espérance de vie a baissé de deux ans au Colorado passant de 80,9 à 78,9 ans. Si la mortalité consécutive à l'épidémie de Covid-19 est en partie responsable de cette évolution, d'autres facteurs sont à mettre en cause comme la hausse considérable des surdoses mortelles de drogues illicites, l'augmentation du nombre de suicides et de la mortalité routière ou encore l'explosion d'une criminalité violente qui fait du Colorado un des États où le taux de crimes violents - un indicateur synthétique regroupant les homicides, les viols, les braquages, les agressions violentes, etc. - a le plus progressé depuis dix ans. En 2022, il atteignait 492,5 pour 100 000 contre 308 pour 100 000 en 2014. S'agissant des suicides, notamment chez les adolescents, le Colorado a connu entre 2016 et 2019 une augmentation qui le place parmi les cinq États des États-Unis où la mortalité est la plus forte. En matière de mortalité routière, le Colorado connaît depuis une dizaine d'années une augmentation considérable du nombre de morts sur la route. En dépit de ces réalités tragiques, un relatif consensus s'est dégagé toutefois dans la population et la communauté des universitaires pour considérer que les effets de la légalisation avaient plutôt été bénéfiques. En 2021, selon un sondage, 68 % des habitants se déclaraient favorables à la légalisation. En 2022, trois chercheurs de l'Université de Boulder dressaient un état plutôt globalement positif de la situation, que ce soit en termes de consommation, de santé publique et de

⁹ [Economic and Social Costs of Legalized Marijuana - Centennial Institute \(ccu.edu\)](https://www.centennialinstitute.org/press-releases/economic-and-social-costs-of-legalized-marijuana)

criminalité¹⁰. La seule réserve étant l'autorisation de l'offre de produits « concentrés » : *Super high potency THC products are probably not a great idea.*

Des consommations de marijuana à la hausse chez les adultes

En matière de consommation, les auteurs pointaient une hausse globale des niveaux de prévalence ne posant pas de problèmes particuliers. Entre 2012 et 2021, les usages actuels (année) et récents (mois) de marijuana dans la population générale adulte ont crû respectivement de plus de 34 % et 53 %¹¹. Une tendance qui s'explique par l'énorme progression de la consommation dans la population des adultes de plus de 26 ans (voir tableau 1 infra). Le résultat le plus intéressant, compte tenu de la dangerosité pour la santé des usages précoces, est constitué par la baisse considérable des usages chez les adolescents âgés de 12 à 17 ans. Une tendance confirmée par une autre enquête montrant une forte chute des consommations dans le mois chez les lycéens entre 2015 et 2021 (de 21 % à 13,3 % dont 40 % de réguliers)¹². Il faut préciser toutefois que cette tendance à la baisse de l'usage chez les jeunes se retrouve aussi dans les États américains prohibitionnistes et dans certains pays européens comme la France, où le recul des usages dans le mois des jeunes de 17 ans a été spectaculaire entre 2014 et 2022 (de 25,5 % à 13,9 %)¹³.

	États-Unis				Colorado			
	Usage année		Usage mois		Usage année		Usage mois	
	2012/2013	2021	2012/2013	2021	2012/2013	2021	2012/2013	2021
12 +	12,3	18,7	7,4	13,0	18,9	24,7	12,7	18,6
12-17	13,5	10,5	7,1	5,8	18,7	10,7	11,2	6,8
18-25	31,5	38,0	18,9	24,1	42,4	41,5	29,0	30,5
26 +	8,9	20,3	5,4	12,2	15,0	23,0	10,1	18,1
18 +	12,2	19,6	7,4	13,7	18,9	25,4	12,9	19,7

Tableau 1 : Taux de prévalence de la consommation de la marijuana aux États-Unis et au Colorado par tranches d'âge (SAMHSA, 2022).

Ces tendances contrastées en matière de consommation ne doivent cependant pas éluder un certain nombre de problèmes liés notamment à l'impact en matière de santé publique, tant dans la population adulte que chez les plus

¹⁰ [A decade after legalizing cannabis in Colorado, here's what we've learned | CU Boulder Today | University of Colorado Boulder](#)

¹¹ SAMHSA, 2022.

¹² Healthy Kids Colorado Survey (HKCS), Department of Health, Colorado, 2022.

¹³ OFDT, Escapad 2022 : [Les drogues à 17 ans - Analyse de l'enquête ESCAPAD 2022 \(ofdt.fr\)](#)

jeunes, et qui vient relativiser le constat de leur relative innocuité. Ainsi, la moitié des usagers quotidiens – 222 000 en 2017 pour une population de près de 5,6 millions d’habitants – qui consomment plus de 71 % des quantités de marijuana en circulation en une année, à raison d’une moyenne de 1,6 g par jour, répondraient aux critères des diagnostics de troubles mentaux dus à la consommation de cannabis¹⁴. Autre sujet de préoccupation, la forte augmentation de la pratique du *dabbing* (vaporisation par température à 300 degrés) chez les lycéens consommateurs actuels de la marijuana. En 2021, 22 % recouraient à ce mode d’administration contre 5 % en 2015. En 2021, près de 60 % des lycéens, consommateurs mensuels, déclaraient avoir consommé des *concentrates*¹⁵. Ces produits ont vu leur teneur moyenne en THC passer de 56,6 % en 2014 à 67,8 % en 2020.

Cette popularité croissante de ces produits auprès des jeunes comme des adultes est d’autant plus préoccupante que la chute des prix entre 2014 et 2020 (de 41,43 dollars le gramme à 16,57 dollars, dans le secteur médical, et à 13 dollars pour le non médical), les rend plus accessibles au risque d’augmenter le nombre de personnes dépendantes, surtout parmi les consommateurs intensifs (26-31 jours dans le mois). Ces réalités suscitent une inquiétude des pouvoirs publics relative à l’impact sanitaire de ces produits sur les jeunes : « *il est clair que l’utilisation de produits à forte concentration de THC est associée à des taux plus élevés de troubles psychiatriques, tels que la schizophrénie, la psychose et l’anxiété généralisée*¹⁶ ». « *These are concerning trends since marijuana products associated with these methods of consumption often contain high concentrations of tetrahydrocannabinol (THC), the primary psychoactive compound within marijuana. Public health and key partners should prioritize youth marijuana prevention efforts to mitigate these increasing trends* ». Singulièrement dans le contexte d’une hausse inquiétante du taux de suicide des adolescents (15-19 ans) : entre 2016 et 2019, de 12,9 à 20,4 p 100 000 (10,5 USA).

L’affirmation la plus surprenante concernant les effets positifs de la légalisation du cannabis seraient que les États américains qui l’auraient adopté connaîtraient moins de problèmes sanitaires liés à la crise des opioïdes que ceux qui ne l’auraient pas adopté. Pourtant le Colorado, entre 2018 et 2021, a connu un des taux d’accroissement des surdoses mortelles parmi les plus élevés des États-Unis dans un contexte où l’État enregistrait un des plus hauts niveaux de consommation récente de drogues illégales aux USA : 20,20 % contre 14,30 % à l’échelle nationale en 2021¹⁷. En outre, un examen des taux de mortalité aux opioïdes des trois États voisins (Idaho, Wyoming, Nebraska) qui n’ont pas légalisé le cannabis (ni à fins médicales ni récréatif) montre que les taux de surdoses mortelles y sont significativement plus bas qu’au Colorado.

¹⁴ [Cannabis : éviter le piège américain | L’actualité \(lactualite.com\)](#)

¹⁵ DH, Colorado.

¹⁶ Colorado Department of Public Health and Environment, THC Concentration in Colorado Marijuana, Health Effects and Public Concerns, 2020.

¹⁷ SAMHSA, op. cit., 2022.

	Taux d'overdoses (drogues)	Taux d'overdoses (opioïdes)	Progression % TOO (2014-2021)	Usage dans l'année de marijuana (2021)
Colorado	31,4	21,7	131	25,4
Idaho	19,0	12,8	156	16,0
Nebraska	11,4	6,0	87,5	15,0
Wyoming	18,9	12,4	33,3	18,1
USA	32,4	24,7	174 %	19,6

Tableau 2 : Taux d'overdoses mortelles pour 100 000 habitants en 2021 (source : CDC)

L'accidentologie routière est également un sujet de préoccupation des pouvoirs publics. Alors que le nombre de morts sur la route était tombé à son point historique le plus bas en 2011 avec 447 morts, il n'a cessé d'augmenter depuis pour atteindre 754 morts en 2022²¹. En 2019, plus de 21 % des conducteurs impliqués dans des accidents mortels étaient positifs à la marijuana contre 15,4 % en 2014, dans un contexte où près d'un usager sur cinq déclare encore prendre le volant moins de deux à trois heures après sa consommation. Ce constat doit toutefois être nuancé par le fait que la donnée susmentionnée inclut toute personne ayant des traces de THC dans le sang, y compris en dessous du niveau autorisé, soit plus de 5 nanogrammes de THC par ml de sang. Par ailleurs, compte tenu du fait que le THC reste détectable dans le sang jusqu'à un mois, plusieurs spécialistes font observer l'absence de caractère significatif de cette donnée en termes de causalité.

Cela dit dans son dernier rapport, portant sur l'année 2022, l'organisme public en charge de la sécurité routière pointe la tendance inquiétante à l'augmentation de la conduite en état d'ébriété impliquant le cannabis : « *Le nombre de décès dus à la conduite en état d'ébriété est passé à 278 l'année dernière, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2021. Mais depuis 2019, ces décès impliquant un conducteur en état d'ébriété ont augmenté de près de 60 %. Bien que l'alcool soit la cause la plus fréquente de l'affaiblissement des facultés, les conducteurs qui ont été testés au-dessus de la limite légale de THC actif sont passés de 50 conducteurs en 2020 à 79 en 2021. Les combinaisons de drogues sont également un problème - 25 % des conducteurs en état d'ébriété dans les accidents mortels avaient plus d'une substance dans le sang, l'alcool et le cannabis étant les substances cooccurrentes les plus courantes¹⁸ ».*

Conclusion provisoire

« *Ce que nous faisons aux États-Unis garantit que le résultat sera le pire possible sur le plan de la santé publique* ». Cette affirmation de Mark Kleiman, chercheur favorable à la légalisation du cannabis, mais très critique du modèle adopté par l'écrasante majorité des États confiant la commercialisation au secteur privé, a le mérite de pointer les risques dont ce modèle est porteur. Le moindre n'est pas la contradiction entre les logiques commerciales des industriels et les

¹⁸ [754 lives lost on Colorado roads in 2022, most roadway deaths since 1981 — Colorado Department of Transportation \(codot.gov\)](https://www.codot.gov/newsroom/press-releases/754-lives-lost-on-colorado-roads-in-2022-most-roadway-deaths-since-1981)

impératifs de la santé publique comme l'a montré par exemple, et dans un registre beaucoup plus grave, la crise des opioïdes. Élargissement du nombre de consommateurs, maximisation du taux de profit par la mise sur le marché de produits à forte valeur ajoutée, « *l'intérêt de l'industrie du cannabis est de créer, à l'instar de celles du tabac, de l'alcool et de l'agro-alimentaire, un environnement réglementaire qui permette la maximisation des profits au détriment de la santé publique*¹⁹. » Le Colorado n'est bien sûr pas le seul État concerné et le regard critique sur des modèles ne privilégiant pas suffisamment les enjeux liés à la santé publique semble partagé par un nombre croissant de professionnels du champ en Amérique du Nord : « *Les retours d'expérience de six juridictions nord-américaines mettent en lumière les incertitudes des professionnels de santé publique quant aux effets de la mercantilisation du cannabis (normalisation, difficultés de faire primer la santé publique sur les intérêts économiques)*²⁰».

Ces réalités ne sauraient toutefois constituer un argument en défaveur de la légalisation du cannabis en soi. Il existe en effet différents modèles possibles²¹. Au vu des résultats affichés au Colorado, il semble que celui adopté ne soit pas optimal en matière de santé publique.

¹⁹ Thomas Rotering, *op. cit.*, 2022.

²⁰ Ivana Obradovic, Anne-France Taiclet, [La légalisation du cannabis en Amérique du Nord sous l'angle de la santé publique : défis de mise en oeuvre et effets - Tendances 159 - novembre 2023 - OFDT](#)

²¹ Michel Gandilhon et al., « Colorado vs Uruguay : deux modes opposés de légalisation du cannabis », *Drogues, santé et société*, 2018.



Introduction to the Northern Californian Situation : From Counterculture to Legalization – Cannabis in the "Emerald Triangle"

Paolo STUPPIA

PhD in Political Science, Associate researcher at CESSP (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) and Cal Poly Humboldt (Arcata, CA)

North of the San Francisco Bay Area, once you pass the vineyards of Sonoma County, human habitation becomes increasingly sparse. The highway narrows, revealing Redwood forests (home to giant sequoias), marking the entrance to Mendocino. This county, along with its neighboring counterparts Humboldt (to the northwest) and Trinity (to the northeast), collectively form the world-renowned "Emerald Triangle." Coined to describe one of the primary regions for outdoor cannabis cultivation in the United States since the late 1960s, it is reputed for the exceptional quality of seeds and buds, as well as the quantity of production¹. This region, where the average population density does not surpass 15 inhabitants per square kilometer, has long attracted marijuana consumers, producers (some actively involved in the prestigious Emerald Cup, a widely acclaimed competition spanning the Atlantic), seasonal workers (known as trimmers or "trimmigrants"), and notably, enforcement authorities and the media.

The stigma enveloping the Emerald Triangle aligns with its reputation, often touted as one of the most crime-ridden areas in the United States. Supposedly, the intersection of illicit cash, cartels, and local cannabis growers, including hippies and "rednecks", coincides with numerous reports of shootings, murders, and disappearances every year. Despite occasional statistics pointing to the contrary² or the need for cautious interpretation³, this perception is deeply rooted, especially after the success of the Netflix series *Murder Mountain* [2018]. This TV show characterized Humboldt County as "a place where marijuana can kill⁴," advising people to "reconsider any visit to the Emerald Triangle⁵." The narrative revolves around the homicide of a cannabis grower in 2013 near Alderpoint in the southern part of the county. It purports to trace the history of illegal cannabis cultivation in the region, estimating direct sales at over \$300 million for Humboldt alone in 2016 [Van Bustic et al., 2017] – equivalent to the combined value of forestry and all other agricultural

¹ <https://www.newsweed.fr/cannabis/triangle-emmaude/>

² https://www.insideprison.com/city_crime_statistics.asp?cityCaseR=Trinity&stateNorm=CA&zipC=96093&stateID=

³ <https://www.mercurynews.com/2019/07/14/humboldt-county-has-states-2nd-highest-homicide-rate-why/>

⁴ <https://www.thedailybeast.com/netflixs-murder-mountain-where-marijuana-can-kill>

⁵ <https://www.bustle.com/p/the-humboldt-county-murders-explored-in-murder-mountain-might-make-you-reconsider-any-trips-to-the-emerald-triangle-15570775>

production⁶. The storytelling takes on a distinct dichotomy: the second episode of the series draws a line between the ethos of the early cannabis growers – hippies who embraced the “back-to-the-land” (BTL) movement [Hervieu and Hervieu-Léger, 1979; Jacobs, 1997] – and what marijuana has evolved into: an industry led by individuals devoid of morals or principles.

Can one genuinely assert the existence of a “lost paradise,” borrowing the title of this episode? How do we account for the ongoing coexistence of authorized farms and a persistent black market [Corva and Meisel, 2021], despite state referendums on medical legalization in 1996 and subsequent recreational legalization passed in 2016, which went into effect in 2018 ?

This introduction to the Northern California situation is crafted with the intention of avoiding sensationalism or, conversely, romanticizing the (small-scale) cannabis production, sales, and consumption within the Emerald Triangle⁷. Our perspective on the marijuana story in the region is shaped from the vantage point of family farmers, drawing from a series of interviews and observations conducted collaboratively by Brian Hill and myself as part of a more extensive research project dedicated to the legacy of the BTL movement in the United States⁸. Additional materials provided by a coalition devoted to preserving the history of counterculture on the West Coast, of which we are a part⁹, will also contribute background information.

As we delve into this topic, we discovered that despite its roots in the upheaval of the Sixties, there is no inherent link between the BTL movement and marijuana, at least concerning commercial production (cash crop). However, in the distinct region known as the Emerald Triangle, many back-to-the-landers embraced it as their primary source of income. This stands in contrast to other regions, such as the Central Valley within California, where topography and climate facilitated the simultaneous cultivation of more traditional crops (vegetables, fruit trees) or livestock. We anticipate that the localized insights of Dominic Corva – focused on Humboldt – and the firsthand experiences of Brian Hill – pertaining to Trinity – in the subsequent papers will enhance our ongoing discussion.

This concise socio-history will explore five pivotal moments: a. the inception of the cannabis market in Northern California; b. its evolution within the BTL movement; c. the overt conflict initiated by state and federal authorities pre-dating medical legalization; d. the “Green Rush” between the referendums of 1996 and 2016; e. current uncertainties, after a “crash” in the Marijuana industry, serving as a conclusion.

⁶ These data represent a conservative estimate, according artist, researcher, and Southern Humboldt expert Scott Holmquist, whose anecdotal evidence suggests \$500 million or more.

⁷ See also Brian Hill’s article in this issue for a critical examination of the effects of cannabis on local communities.

⁸ <https://twitter.com/ProjectBTTL>

⁹ <https://chcoalition.org/about/>

The Emergence of a Cannabis Market in Northern California

Exploring the origins of the cannabis market in Northern California requires revisiting the mid-1960s. In the context of the San Francisco Bay Area in 1967, Marijuana became intricately linked to the counterculture movement [Roszak, 1969] and the Summer of Love. The Haight-Ashbury district, a focal point of the counterculture, played a significant role in the cultural shift that embraced alternative lifestyles, experimentation with psychedelics, and the rejection of mainstream values. Similarly, in Berkeley, located on the opposite side of the Bay, by 1969 radical student movements had fully integrated countercultural drug use as part of their liberatory agenda¹⁰.

During this era, marijuana use became prevalent among youth, particularly within hippie communities and campus radicals. An article from *Time* designated it as the “most widely used hallucinogen” in these demographics. An estimated twenty to thirty million young Americans were reported to have experimented with it, with a prevailing belief that “this progression cannot be stopped.” Remarkably, it is suggested that around “50% of West Coast students are either current or potential Marijuana smokers.” Occasional smokers are portrayed as excelling both academically and in regular activities, while those who consume it frequently are described as “having seemingly made it the focal point of their lives, engaging in more talk than action” [1968: p.231-232].

The 1967 Summer of Love saw a convergence of young people seeking social change, personal liberation, and a break from societal norms. Cannabis was often used alongside other substances like LSD, contributing to the psychedelic experience and the exploration of altered states of consciousness. The Haight-Ashbury district became a symbol of this cultural revolution, attracting thousands of young people from around the country. The prevalence of marijuana in this community was not only recreational but also carried symbolic importance. It was seen as a way to connect with nature, reject established norms, and foster a sense of communal sharing and living.

In her ethnographic study spanning 1966 to 1968, Sherri Cavan delved into the unique dynamics of obtaining cannabis in Haight-Ashbury, dedicating an entire chapter to the subject [1972: 113-139]. The community’s emphasis on communal beliefs and psychedelic use justified a unique transactional approach, often centered on sharing and giving rather than conventional buying and selling. Specifically, she begins her chapter by reevaluating H.S. Becker’s analyses focused on supply and secrecy [1963]. In the Haight context, the persistent supply issue arises due to the Bay Area’s unsuitable climate for systematic plant cultivation, often resulting in imports from Mexico, including sought-after varieties like Acapulco Gold. Additional concerns revolve around marijuana quality and dealer knowledge. Among hippies and other young

¹⁰ <https://www.hipplanet.com/hip/activism/the-berkeley-liberation-program-1969/>

counterculturists, acquiring the product is not necessarily reliant on purchasing as the primary method. She introduces the concept of “laying grass” for small quantities¹¹, “giving grass” for significant amounts, and finally, “requesting grass,” with each method meticulously distinguished. Ultimately, according to Cavan, the prevailing dynamic within this community is one of sharing, setting it apart from the rest of the American society.

The counterculture’s association with marijuana and other substances, however, drew the attention of authorities, prompting increased enforcement efforts to control drug use as the movement gained visibility. This heightened scrutiny and legal action were part of the broader societal response to perceived challenges posed by the counterculture and student movements. As early as 1966, California became the first state in the Union to ban the once-legal use of LSD. The following year, Ronald Reagan was elected governor of California, pledging to “clean up the mess in Berkeley” [Ridley, 2019: 508]. Anticipating President Nixon’s official launch of the “War on Drugs” by four years, Reagan initiated his own campaign against recreational drug use, making it a focal point of his tenure as governor and later as president in the 1980s. In 1968, California exhibited an extraordinary +324% surge in drug arrests, in contrast to the 60% increase observed in the rest of the US [Maguire, 2015: 23].

In the interviews we conducted, various issues surrounding the Summer of Love era are frequently mentioned, with cannabis busts serving as a pretext to repress hippies and campus radicals being one of them. For a portion of our respondents, this moment, often perceived as a time of extraordinary positivity, is actually accompanied by various challenges such as overcrowding, managing the reception of runaways, LSD-induced mental crises, personal hygiene problems, poverty, as well as the emergence of amphetamines and heroin coexisting and gradually replacing psychedelics and marijuana for many users. The rise of a parallel legal retail market, characterized by the establishment of psychedelic shops offering smoking and other accessories, coupled with the increasing “commercialization” of the “hip lifestyle” involving entrepreneurs and individuals accused of capitalizing on this way of life, further fuels the criticisms directed at this era. These developments played a pivotal role in the demise of the “gift economy” that groups like the San Francisco Diggers [Gaillard, 1999] aimed to foster.

Eventually, the escalating repression, coupled with the disillusionment of urban activism and increasing levels of violent crime in the US cities, prompted a significant exodus of hippies, radical campus activists, and other counterculturists from urban areas, leading to the development of the BTL movement.

¹¹ Brian Hill reports that the most commonly used term among hippies and radicals to describe this action was “score a lid”.

Development within the BTL Movement

The initial idea leading the BTL movement was to achieve community and family self-sufficiency across various domains, including food, energy, childbirth, and education, intricately interwoven with a profound reconnection to nature and what were perceived to be traditional “tribal” lifestyles far from the cities [Jacob, 1997; Stuppia, 2022]. Among the BTL pioneers, dubbed “urban refugees” [Grant, 1974], motivations for leaving cities and choosing the countryside or the backwoods varied widely. So did the forms: some opted for communal living¹², while others arrived in traditional nuclear-family structures. However, echoing the sentiments of Timothy Leary, they collectively decided to “drop out:” rather than pursuing revolution or seeking a personal change within the challenging urban landscape, they forged their own (micro-)societies away from civilization. “Transform by example” by being back to nature became a popular slogan [Lombard, 1972], synthesizing the two different approaches, the traditional hippie philosophy of “change yourself before changing society,” and the campus radical notion of “change society before changing yourself.” The prevailing leitmotiv shifted to “change yourself to change society,” “be the change,” “be free,” and “flip off the system,” as revealed in various interviews we conducted.

As they progressed, connections were established with other “dropouts,” including Vietnam veterans, and, at times, American Indians. Relationships with locals and long-term white rural resident families appeared to be more complex, often unfriendly, or marked by discrimination and “anti-hippie bigotry.” For instance, in the second episode of *Murder Mountain*, original grower and long-term Southern-Humboldt activist Douglas Fir mentioned that everyone arriving in this remote county in the late 1960s attempted to escape something: some sought refuge from the Vietnam draft, others aimed to distance themselves from the traumas experienced in Vietnam as veterans, while others simply wanted to live hidden from Western civilization. A majority of locals were hostile to all these newcomers, and various episodes report incidents and legal cases. In Denny, an unincorporated community in Trinity County, Brian Hill describes a different situation, but the unique configuration of this place can help to explain the early relationships established between locals and back-to-the-landers, as we shall see later¹³.

As observed previously, growing marijuana was not the primary objective for the majority of these early “dropouts” returning to the land; instead, it was viewed as a subsistence crop – a part of the “shared” or “gift economy” mentioned earlier, aligning with the spirit of the hippie movement. However, a series of factors progressively changed the game.

¹² Many communes flourished all along the coast, especially in Mendocino County [Boal *et al.* 2012].

¹³ See also his paper in this *Politique des Drogues* issue.

One might note, first, the disillusionment with communal living and various economic challenges faced by these pioneers, in addition to the previously mentioned bigotry and the repercussions for producing, smuggling, or selling relatively small amounts of marijuana – especially when compared to later years. Cannabis enforcement actions, along with those involving substances like LSD or psychedelic mushrooms, often served as pretexts for apprehending or expelling individuals perceived by locals and authorities as part of a “foreign,” “beatnik,” or “East-Coast citizen invasion.” For example, during a police raid at Black Bear Ranch, a commune near the Emerald Triangle in Siskiyou County, law enforcement mistakenly confiscated several seedlings, misidentifying them as cannabis when they were, in fact, tomato plants [Terence, 2018]. Another notable case unfolded in 1972, when federal narcotics officers and local law enforcement anticipated discovering a million-dollar drug laboratory in Southern Humboldt. Instead, they found Dick Dickenson and his girlfriend, two hippies lacking even indoor running water. When Dickenson fled, he was shot in the back by a federal agent, dying from his wound. Police only found a personal-use supply of illicit drugs on the property. These police actions exemplify the repression aimed at curtailing small-scale marijuana farming and personal use as a means to control population influx in the region.

A second challenge was posed by the unique climate of the region, technical learning, and the pursuit of more productive and adapted seeds. This narrative is intricately linked with the “hippie trail” to India, gradually giving rise to a burgeoning business. During this period, the majority of cannabis consumed in Northern California was still imported, primarily from neighboring Mexico – a favored activity of freelance smugglers and established Mexican crime organizations well into the 1980s. Regarding cultivation, urban areas provided limited space and fostered indoor production, whereas Mexican seeds, frequently planted in rural areas, often yielding suboptimal results. The celebrated road taken by hippies from Istanbul to Kathmandu [MacLean, 2007] significantly influenced the arrival of cannabis seeds that were more productive, better adapted to the region’s climate, and more potent than those from Mexico. In our interviews we heard many distinctive tales of acquiring seeds and cultivating varieties like Skunk, very different from those found in Central and Latin America. For example, Brian Hill obtained seeds from smugglers who brought them from Afghanistan in the early 1970s, and subsequently planted them in Northern Humboldt and Trinity. Meanwhile, in *Murder Mountain*, Douglas Fir describes importing seeds from Pakistan to Southern Humboldt in 1979. Notably, the series omits other earlier “smuggling adventures” of this grower, more in line with his principles as a political activist [Holmquist, 2022]. Ongoing genetic research, spearheaded by Cal Poly Humboldt, seeks to further unravel these unique strains and their origins. In terms of techniques, it spurred various progressive learnings and experiments, including the development of “sinsemilla” (seedless cannabis). In Northern California, this technique became so widespread that by the late 1970s, the

police established a “Sinsemilla Task Force” to curb large-scale cultivation in the Emerald Triangle, as we shall see in the next paragraph.

Finally, the region's geography is characterized by vast forests, containing remote clearings and meadows, and primitive roads. Secluded properties (sometimes collectively owned or acquired, as exemplified by the Greenfield Ranch near Ukiah, Mendocino) also facilitated a hidden lifestyle and was central to transforming a “subsistence crop” into a “cash crop” [Raphael, 1985], increasing the volume of Marijuana production and nurturing the evolution of an “outlaw” [Polson, 2018 & 2019], or better “insurgent” [Holmquist, 2010; 2022; 2024] culture, and economy. This transformation allowed for the simultaneous development of local communities and alternative organizations. Due to the illegality of crop cultivation and widespread distrust toward the State, these communities relied less on public funding. Consequently, they established their own infrastructure, including schools, medical facilities, and other essential services¹⁴. For instance, in 1974, in Southern Humboldt, midwives and other alternative health advocates initiated the work that led to the establishment of “Redwoods Rural Health Center.” Initially located in a storefront in Redway, the center later moved to its own building in 1989 [Butler, 2015: 3]. In the same area, “Beginnings School” opened in Briceland in 1975. Its Octagon building, along with the Mateel Community Center, became one of the main gathering places for back-to-the-landers’ events [Holmquist, 2010]. In Denny, Brian Hill also reports the reopening of various structures that were abandoned since the XIX Century gold rush, including a school for homesteaders’ children. As reiterated in various interviews, the essence can be summarized as follows: “we didn't come here to cultivate Marijuana, but to create our own food garden. Yet, Marijuana became our main crop,” enabling us to initially meet our own needs, then survive, and eventually live while contributing to or sharing with the local community.

However, by the late 1970s, the increasing profits from cannabis farming sparked a debate within the communities of the new settlers themselves. A faction of back-to-the-landers, notably, “left the region in the first years of the emerging cannabis economy because it violated their countercultural principles. Early arguments against this anti-commerce orthodoxy came prominently from new settler women seeking economic independence from welfare and from men. Weed money also quickly became a hippie-approved way to support activism. As weed commerce became a settled matter, debate arose and has continued over how much was acceptable” [Holmquist, 2024: in press]. This debate ultimately gave birth to two distinct narratives regarding the evolution of cannabis in the Emerald Triangle, intricately entwined with the history of repression in the region.

¹⁴ Scott Holmquist notes however that this situation evolved since the early 1970s, when the state funds were still available and the cannabis wasn't the main source of income of the region yet. In Southern Humboldt, for example, schools benefited from a special deal brokered by Peter Rice that allowed the local school district to count students in hippie schools in exchange for shared funding.

The Open War on Cannabis

The “War on Drugs” initiated by state authorities in the late 1960s and federally in the early 1970s, intensified significantly towards the end of the decade and into the early 1980s. This escalation encompassed a broader geographical scope, spanning across the Pacific Northwest to the Emerald Triangle and down to the US Southern border [Trebach, 2005; Corva, 2014]. It led to the confiscation of increasingly larger quantities of cannabis. It also interconnected with debates about political activism, particularly for the environment, health, recognizing the medicinal value of Marijuana, and economy, giving rise to a first “green rush” [Martien, 1978 & 2016].

In response to the failure to control cannabis smuggling to the US from Mexico since the late 1960s, the US government initiated a program to pay Mexico to spray herbicides on cannabis farms beginning in 1976. This move raised concerns among American consumers who were reluctant to smoke “poisoned pot” [Polson, 2018: 145]. The same year, a Sinsemilla Strike Force, later renamed “Task Force”, funded by federal money, was established in Humboldt and Mendocino counties. This initiative involved air surveillances, raids, and busts by state authorities, aiming to eliminate a product that then increased in value. The dynamic was straightforward: as efforts intensified to suppress international trafficking, there was a simultaneous rise in urban demand for domestic products, raising prices. Consequently, more individuals moved to Emerald Triangle to grow and/or smuggle cannabis.

According to various interviews, cannabis prices from the late 1970s to the mid-1990s were often described as “equivalent to that of gold”, despite variations in data and memories. For example, in 1979, a report from the Mendocino County Agricultural Chamber assessed the annual value of production in the county at \$90 million, equivalent to over \$380 million today. In his graphic novel *Homegrown – A year in the life of a Humboldt Guerrilla Grower* [2018], Andrew Santos recounts that for the 1990 harvest, wholesale prices ranged between \$3200 and \$5000 per pound. It’s not surprising, therefore, that other “refugees from money looking for something of worth” [Martien, 1978: 174] joined the back-to-the-landers growers’ scene. This diverse group comprised old local redneck neighbors, as well as newcomers such as Vietnam veterans, survivalists and first “greed-driven” individuals, dubbed “greedos” (greedy growers). Interviews also reveals that, at the time, American Indians were part of this community. Ironically, as prices rose and repression against producers increased, state legislation became more permissive, particularly for consumers. Despite the setbacks of early 1970s initiatives to legalize Marijuana and a federal law categorizing Marijuana as a Schedule 1 Controlled Substance, in 1976, California passed a law specifying that the possession of less than 1 oz. of cannabis would be an “infraction” with a maximum penalty of \$100 plus a \$25 assessment.

One of the distinctive yet representative examples of the transition in the late 1970s occurred in the small community of Denny, nestled in the Trinity Alps, along the New River, a tributary of the Klamath River. This once-abandoned mining town, dormant since the gold rush of the 1930s, experienced a significant influx of hippies and others from the early 1970s onwards. It became a hub for diverse groups, including left wing back-to-the-landers, old-time miners, Native Americans, and right-wing rednecks and Survivalists. The utilization of the 1872 Mining Act, allowing mineral search on public land, often served as a pretext for activities like homesteading and cannabis cultivation. The US Forest Service (USFS) contested these mining claims, leading to a “war” involving raids, cabin destruction, and spraying herbicide. In turn, members of different groups allied to fight the USFS. By 1982, Denny gained the reputation of being “the most outlaw town in California” and was considered an “experiment” in itself. Indeed, facing an increasingly uncontrolled situation, the government opted to test militarized enforcement measures. At the end of 1983, they officially launched the Campaign Against Marijuana Production (CAMP), a pivotal policy of the 1980s-1990s and part of a larger federal eradication program that impacted numerous rural areas across the US, especially in Oregon, Kentucky, and Arkansas [Trebach, 2005; Balko, 2013]. A first “media raid” preceding the initiation of the program in California occurred in southern-east Humboldt and involved the California Attorney General and TV crews. However, according to Dominic Corva and Brian Hill, a bust conducted in Denny in 1982 appears to have particularly inspired CAMP one year before its official commencement.

The initiation of CAMP in 1983 marked the escalation of the War on Drugs, employing helicopters, soldiers, and flamethrowers in raids against cannabis cultivators in the Emerald Triangle. Subsequent resistance by BTL political activists in southern Humboldt led to the establishment of structures such as radio stations in Garberville for information sharing and groups like the Civil Liberties Monitoring Project (CLMP) and Citizens Observation Groups (COG), engaging in non-violent “cop-watching”. In Denny, CAMP encountered such hostility that an official deemed it a necessity to “virtually occupy the area with a small army”, implementing roadblocks and dispatching military convoys, which included threats of residents with guns [Balko, 2013:149].

CAMP faced challenges due to the vast territory and “guerrilla growing” techniques that undermined its effectiveness, such as planting visible parcels of male plants, sacrificing sun exposure, and hiding females in the forest, along with opposition and shock in local communities forging alliances mentioned earlier. For example, “in 1985, this campaign uprooted 15,739 plants, which authorities estimated was only 20% of the state’s total crop” [Johnson, 2019: online]. For Vietnam Veterans, the sight of helicopters and the use of military personnel to search properties triggered painful memories of their wartime experiences, exacerbating cases of post-traumatic stress disorder (PTSD). Interviews suggest that these events also contributed to psychological trauma in children, especially when the parents were arrested, and crops seized.

Conversely, the raids and the “feeling to live in a state of war” fostered new coalitions among hippie and non-hippie neighbors.

CAMP also marked a temporary, if not definitive, pause in the ongoing debate within back-to-the-landers communities over the role of cannabis, whether it supported the BTL Movement and revitalized the economy or prompted a shift toward a more exploitative and consumerist capitalist lifestyle. The literature continues to explore this debate, offering varying perspectives, such as the one presented in *Murder Mountain*, portraying a paradise lost. It is however crucial to note that this situation is intertwined with various factors, which would take too long to explore fully in this introductory paper. In addition to the emergence of “second-generation growers,” including the children of “OGs” (original growers) hippie families with more materialistic values than their parents, factors such as the ready availability of cocaine played roles. Jerry Martien points out, “since the eighties, [...] when a blizzard of carbon notes¹⁵ and cocaine blew through the backcountry, the best way to destroy the weed economy would be to flood it with pulp dollars. Cops no longer needed to shoot hippies – give’em enough hundred-dollar bills, hell, they’ll shoot each other” [2016: 7]. Scott Holmquist's 2022 paper, “Insurgent Growers,” presents an alternative narrative, suggesting that all the significant BTL institutions in southern Humboldt County were initiated without substantial amounts of cannabis money. Growing served as a catalyst for political activism, and by the 1980s, growing solely for private gain faced stigma. The arrival of CAMP and cocaine marked the end of the “golden era of Marijuana” for farming, yet it simultaneously strengthened the counterculture community and ushered in new opportunities. Despite increased repression, hippie-grower organizations, culture, and businesses thrived.

In the late 1980s and early 1990s, tensions also surfaced in some Emerald Triangle communities over environmental issues. These includes first assessments of the environmental costs of growing Marijuana, resistance to herbicide spray by state authorities, but first and foremost, opposition to the logging of old growth, known in the area – and in all the Pacific Northwest – under the name of “Timber Wars”. The conflicts pitted the old “timber economy” championed by longstanding logging families – still the primary income source for the redneck community at that time – against environmental activist newcomers who arrived to cultivate cannabis, engage in trimming, or pursue alternative endeavors. This dynamic recalling tensions over the transition from food gardens to cannabis cash crops, driven by an influx of money, is more complex than it may initially seem.

In a broader context, the 1980s and early 1990s witnessed not only battles to destigmatize perceptions of growers and legalize recreational Marijuana, but also efforts to underscore the medicinal benefits of the plant. This advocacy addressed health issues such as combating dependencies (heroin, tobacco,

¹⁵ A synonym for the “US Dollar”.

alcohol, and the emerging cocaine market), cancers, glaucoma, and AIDS, with a particular focus on LGBTQIA+ communities.

In San Francisco, Dennis Peron, a dedicated gay rights and cannabis activist, as well as a Vietnam War Air Force veteran, emerged as a key figure in this struggle. Influenced by his personal experiences with marijuana, Peron fervently advocated for its legalization as a therapeutic option for diverse health issues. In the 1970s he was arrested repeatedly for selling cannabis, including at his cafe. In the early 1990s, Peron co-founded the San Francisco Cannabis Buyers Club, marking the establishment of the first medical dispensary. Despite encountering legal challenges, including a 1996 arrest on marijuana-related charges, Peron utilized his trial as a platform to champion cannabis legalization. His subsequent acquittal garnered national attention, significantly shaping public opinion on medical marijuana.

In the same year, California became the first state to pass a referendum legalizing medical cannabis, known as "Proposition 215." This landmark decision ushered in a new green rush in the Emerald Triangle, marking a new phase in the region's history.

From Medical to Recreational Marijuana: the "Green Rush"

1996 "Proposition 215" marked a significant shift from the prohibition market towards viewing Marijuana as a "medical substance" with an "economic dimension," "marking [a] new normal" for patients, legal distribution, and, to some extent, producers, and law enforcement [Polson, 2018: 156-157]. This proposition, approved by 55,6% of Californians, legalized medical use of cannabis with a doctor's prescription to treat conditions based on that doctor's judgment of need, for conditions such as AIDS, cancer, or chronic pain. It also permitted personal cultivation for medical use, and membership in a Marijuana collective or cooperative, emphasizing, however, the non-commercial nature of such enterprises. "Prop 215" led to a conflict with federal authorities, as cannabis was still, and remains as of this writing, classified as a Schedule 1 substance, the most severe category, making it illegal in the US for any use, including medical. The new California law was also criticized for its ambiguities, but eventually it paved the way for a broader acceptance of cannabis in most US states, initially for medical use. It laid the groundwork for recreational legalization, which in California passed by a 2016 citizen's referendum, going into effect in 2018.

Initially California state authorities intended to ignore the referendum's intent and continue enforcing cannabis prohibition, assuming all cultivation was illegal until it was proven to be for medical use, post hoc. As before, a significant CAMP "bust campaign" was initiated in 1997. Federal authorities followed suit, operating within their jurisdictions. In one notable case, B.E. Smith, a Vietnam Veteran, right-wing advocate, and long-term medical activist, planted 87 plants (a symbolic reference to the US Constitution) near his cannabis farm in Denny.

He offered patients affected by PTSD and other diseases a price of \$500 per untrimmed 17-ounces¹⁶. The US Marshal and the USFS seized the production, leading to B.E. Smith's federal conviction and a 27-month prison sentence in 1999. His trial exemplifies one of many legal battles fought by growers, which were also recognized as patients, in the late 1990s. Locally, endeavors were undertaken to broaden the scope of Proposition 215. For example, in Mendocino in 2000, voters decided that the possession of fewer than 25 plants should be considered the lowest priority for local authorities.

Eventually, in 2003, California Senate passed a bill, known as “SB420”. This measure aimed at addressing ambiguities within “Prop 215”, including issues such as the allowable number of plants per patient, the authorization for collective cultivation, and the introduction of updated guidelines for law enforcement. Dispensaries flourished. Anthropologist Michael Polson notes that they identified as cannabis collectives, but they functioned more like retail outlets: “while the collectives comprised medical producers and patients, dispensaries required what small businesses routinely need. [...] [While] the proceeds of Marijuana sales used to go primarily to producers and brokers, now they were distributed to an array of economic actors clustered around distribution. This was intensified by the fact that many dispensaries grew Marijuana onsite” [*ibid.*, 160-161]. His research reveals indeed that the cost of medical cannabis for California consumers has remained relatively stable compared to pre-legalization levels. However, a significant shift occurred in producers’ pricing, plummeting to \$800 per pound, with the surplus absorbed by distributors.

Despite this factor, local and interstate black markets remained dynamic. Proposition 215 and SB420 created a “gray zone” for small producers and saw a reduction in state law enforcement operations. In southern Humboldt, a notable case dates from 2008, on a ranch land nicknamed “Buddaville” after one of the founding members of the growing group, a second-generation grower known as Buddah. Federal repression persisted but evolved, focusing primarily on public roads passing through national forest areas used for cannabis transportation. This strategy granted USFS law enforcement the basis to bring federal charges for marijuana offenses [Butler, 2015: 12]. Nevertheless, it did not reach levels witnessed during the pre-215 era.

As Dominic Corva elaborates in his paper in this issue of *Politique des Drogues*, “helicopters spread out throughout the state and funding for eradication decreased. The cannabis economy morphed into a major informal economic development machine,” involving almost all stakeholders in the Emerald Triangle, including “non-countercultural players.” Opportunities in the cannabis and related businesses attracted people to the region, causing real estate prices to surge. The increasing scale of cannabis production, in turn, led to the employment of more “trimmigrants” from all over the world. Supply

¹⁶ Approximately 500 grams.

stores, restaurants, and other enterprises sprouted in tandem with the proliferation of growing medical licenses at the entrances of gated properties. In Humboldt, Mendocino, and Trinity, this time became known as “The Green Rush,” although Marijuana farming had already experienced at least one earlier rush, as mentioned previously.

This period of prosperity is not without its share of criticism. A political debate grew, particularly among those who had played a role in founding the forest defense movement in the 1990s. This discourse pitted the OGs, the older generation of hippie growers, against the new generation, often comprised of their own children. The focus of this debate was the environmental consequences of cannabis cultivation, particularly indoor and in greenhouses. Notably, in 2008, an anonymous campaign by a group of growers, involving posters and full-page local newspaper ads, advocated for “growing it with the sun” in Southern Humboldt and Northern Mendocino. The group specifically opposed the use of diesel-powered generators for indoor Marijuana cultivation. In other cases, growers attempted to organize political lobbying campaigns. In 2012, Emerald Growers Association was established. This “non-profit, member-based association of medical cannabis cultivators, business owners, and patients”, no longer active today, aimed to “promote California’s locally farmed, sustainably grown medical cannabis, and advocate for a medical cannabis industry that benefits the community, the environment, and the California economy¹⁷.”

From a criminological perspective, this era witnessed a rise in the presence of illicit, large-scale cultivations, notably those led by foreign growers. These groups, originating from Eastern Europe (Bulgarians, Russians), Southern Asia (Hmong), and Mexico, have been portrayed in *Murder Mountain*. However, there is a lack of concrete evidence supporting the existence of organized “cartels” in the sense of violent, large-scale criminal enterprises. To the best of our knowledge, references to “cartels” may be more aptly understood as colloquial expressions circulating within local populations to denote “greedos” with foreign origins, often collaborating with compatriots. These individuals typically transitioned into cultivation after successful trimming seasons, rather than indicating the presence of international mafia structures. Nonetheless, the situation remains unclear. What is certain is that challenges with workers, neighbors, crimes, and violence have remained relatively stable compared to the previous era, as indicated by various interviews. Characterizing the green rush time solely as a development of an increasingly violent criminal weed culture would be inaccurate.

Dominic Corva concludes that “the younger generation became significant landlords and organizers in the cannabis economy, while the older generation – and some younger people who espoused countercultural values – protested against the “Green Rush,” viewing it as an encroachment of capitalist,

¹⁷ <https://www.medicaljane.com/directory/company/emerald-growers-association/>

materialist, and industrialist values.” As the era neared its end, however, grower communities expressed shared concerns on the eve of the recreational legalization referendum, known as “Prop 64.”

This referendum followed an unsuccessful attempt in 2010 but was influenced by increasingly favorable legislation, such as the approval of a 2014 initiative reducing the punishment for possession of controlled substances from a felony to a misdemeanor in California. Pioneering efforts in states like Colorado, Washington, and Oregon, which had legalized recreational cannabis between 2012 and 2015, also played a role. While the momentum for broader legalization of recreational Marijuana had been growing in California, it encountered resistance in producer communities. People were apprehensive about the introduction of a more intricate framework for a legal economy, which could mirror or exacerbate the problematic medical regulations already in place. The main concern centered around the fear that legalization would result in a more complex and unfavorable system for producers, especially smaller ones. Instead of eliminating the black market, it was anticipated to increase costs and regulations, particularly in terms of taxes and compliances, forcing growers to choose between legality and ability to pay bills. Prices were expected to decrease, and big companies to take position in this new market. Despite Proposition 64 receiving approval from 57% of California voters, it encountered substantial opposition within communities of the Emerald Triangle. In Humboldt, only 58% of voters expressed support, 54.3% in Mendocino, and a mere 50.1% in Trinity – significantly lower than the approval levels in urban areas, such as the 74% in San Francisco. The outcome of the 2016 referendum marks the transition to the contemporary era, which will be explored as a conclusion.

A Contemporary Crash? Ongoing Uncertainty, and the Impact of the COVID-19 Pandemic

Our exploration of the Emerald Triangle highlights the complex evolution of the cannabis market and rural migrations spurred by the BTL movement in Northern California. Starting out as a pursuit of self-sufficiency, in this region, the movement adopted small-scale Marijuana farming, giving rise to debates and tensions over commercialization and countercultural principles. The escalation of the War on Drugs in the late 1960s and early 1970s resulted in conflicts and alliances among BTL communities, culminating in a green rush post the 1996 legalization of medical cannabis. However, this form of legalization brought unforeseen challenges, including significantly lower cannabis prices. The 2016 Prop 64 accentuated problems, especially after its coming into effect in 2018.

More than five years have elapsed, bringing significant transformations to the Emerald Triangle’s landscape, particularly in the legal and economic spheres. The exorbitant expenses associated with the legal market have resulted in numerous growers, who applied for legal compliance soon after the law passed,

to abandon their operations since 2019. According to our interviews and observations, they faced the dilemma of choosing between staying legal, continuing to pay bills and workers, returning to illegal operations, or changing their line of work. Additionally, they confronted competition from large-scale legal farms, often engaged in indoor or greenhouse cannabis production and sometimes related to multinational companies. With the entry of these major players, prices in the market quickly dropped. Recreational legalization has also compelled producers to invest in brands, merchandising, and follow new trends, including specialized cannabis-containing products like “wax”, “live resin” and other extracts, vape pens, and edibles. Santa Rosa has emerged as a new cannabis hub, positioned outside the Emerald Triangle but leveraging its reputation as the original home to the annual Emerald Cup cannabis competition. On the contrary, the black market has persisted. At the state level, while CAMP is officially operational, officers have adopted new methods, employing satellite reconnaissance on known illegal parcels and imposing fines through regulations related to “fish and game” or other environmental laws, rather than military tactics. Essentially, fines have replaced the previous police presence, and busts. For the so-called “cartels” and illegal growers, the market has predominantly shifted out of state, particularly to states that have yet to legalize cannabis. However, these growers were not exempt from the “crash:” the significant drop in prices per pound, notably in comparison to the previous eras, has led to the almost complete disappearance of illegal trimmigrants, except for individuals from minorities such as Mexicans and Hmong, and a decrease of growing operations. More broadly, the post-Prop 64 crisis has impacted the entire cannabis ecosystem of the Emerald Triangle, influencing not only specialized stores handling tools, agricultural seeds, and compliance services but also affecting bars, grocery stores, and various other businesses. Additionally, real estate has experienced a substantial decline.

However, the COVID-19 pandemic appears to have offered a temporary breath. COVID contributed to the preservation of the local cannabis economy by boosting both black market and licensed consumption throughout the United States. This temporarily surge accommodated increased production at higher prices. It can be approximated that this effect granted producers an additional span of at least one or two years. Nevertheless, following the lifting of restrictions, both legal and illicit markets have displayed considerable volatility, and the situation remains uncertain today.

In response to these challenges, local small legal growers in the Emerald Triangle are actively engaged in revitalizing their reputation. Confronting competition from indoor cannabis and large companies funded by industries such as tobacco, they are implementing strategies such as creating distinct labels (“organic,” “sun grown”), appellations, forming associations, guilds, and cooperatives of small producers, and instigating local markets or fairs dedicated to cannabis. This proactive response is evidenced by events like Eureka's Cannifest or Laytonville's producer market (since 2021). Brian Hill anticipates a trajectory for the local or homestead cannabis sector that parallels the

evolutionary patterns observed in both the organic food movement and the micro-brew beer industry in the 1970s and in the 1990s. He predicts the emergence of a dichotomy: on one end, “there will be large-scale products reminiscent of “big box” items”; and on the other, “locally grown, organic cannabis”. Woody Harrelson's recent establishment, “The Woods, situated in West Hollywood, exemplifies this transition, prominently featuring sun grown, homegrown cannabis” from Northern California. According to him, this shift reflects a hopeful expectation that “localization will prevail.”

However, this scenario appears in a constant state of evolution, and the prevailing sentiment in the region currently indicates the possibilities of a new crash, save, or the evolutionary transformations of the primary crop that has historically defined the reputation – both positively and negatively – of this distinctive region¹⁸.



Source : Wikipedia/CC

References

Balko, R. (2013). *Rise of the Warrior Cop. The Militarization of America's Police Forces*. PublicAffairs.

Becker, H.S. (1963). *Outsiders. Studies in the Sociology of the Deviance*. The Free Press.

¹⁸ Gratitude is extended to Brian Hill, Dominic Corva, and Scott Holmquist for their valuable assistance in editing this article and for their insightful contributions during the preparation of this paper.

Boal, I., Stone, J., Watts, M., & Winslow, C. (Eds.). (2012). *West of Eden: Communes and Utopia in Northern California*. PM Press.

Brown, D.J. (Ed.). (1968) *Les Hippies par les correspondants de Time*. Robert Laffont

Butler, E. (2015). *Timeline for Marijuana in Northwest California*. Community Study of the Emerald Triangle Project.

Butsic, V. & Brenner, J.C. (2017). Cannabis (*Cannabis sativa* or *C. indica*) agriculture and the environment: a systematic, spatially-explicit survey and potential impacts. Gen. Tech. Rep. PSW-GTR-258. Albany, CA U.S. Dep. Agric. For. Serv. Pacific Southwest Res. Stn. 383-393

Cavan, S. (1972). *Hippies of the Haight*. New Critics Press.

Corva D. (2014). Requiem for a CAMP: the life and death of a domestic U.S. drug war institution. *The International journal on drug policy*, 25(1), 71–80. <https://doi.org/10.1016/j.drugpo.2013.02.003>

Corva, D. & Meisel, J.S. (Eds.). (2021). *The Routledge Handbook of Post-Prohibition Cannabis Research*. Routledge.

Gaillard, A. (2014). *Les Diggers. Révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968)*. L'Échappée.

Grant, B. L. (1974). *Surveying the Back-to-the-Land Movement int the Seventies* [Senior Project, Residential College, University of Michigan]. bit.ly/BTL70RCMU

Hervieu, B., & Hervieu-Léger, D. (1979). *Le retour à la nature. "Au fond de la forêt... L'État*. Seuil.

Holmquist, S. (2010). *Chronic Freedom Series: chronic freedom, dirt, light, 3 books, Big Drug Factory – Unfound*. Open Secret, LLC.

Holmquist, S. (2022, September 30-October 1). Insurgent Growers: Cannabis and Counterculture Activism [Conference presentation]. Northwestern University's colloquium: "Contested Legacies: Counterculture at Fifty" San Francisco, CA, United States.

Holmquist, S. (2024 in press). Hyper-situated in a War of Position: Ennobling outlaw grower lives with exclusive art. In Mendiburo, A. D., & Otanez, N. (Eds.), *El arte como principal recurso narrativo para terminar con la estigmatización de la cannabis en América del Norte*. CISAN.

Jacob, J. C. (1997). *New Pioneers. The Back-to-the-Land Movement and the Search for a Sustainable Future*. Penn State University Press.

- Jimenez Villa, C., & Neely, S. (2018). *Murder Mountain* [TV series]. Lightbox/Netflix
- Johnson, N. (2019). American Weed: A History of Cannabis Cultivation in the United States », *EchoGéo*, 48, online. <https://doi.org/10.4000/echogeo.17650>
- Lombard, A. (1972). *Le mouvement hippie aux États-Unis*. Casterman
- MacLean, R. (2007). *Magic Bus : On the Hippie Trail from Istanbul to India*. Penguin Books.
- Maguire, P. (2015). *Thai Sticks. Surfers, Scammers, and the Untold Story of the Marijuana Trade*. Columbia University Press.
- Martien J. (aka Dr Loon). (1978). Tusk Shell, Gold Dollar, Pulp Note & Weed. In Berg, P. (Ed.). (1978). *Reinhabiting a Separate Country. A Bioregional Anthology of Northern California*. Planet Drum Foundation. 157–183.
- Martien J. (aka Dr Loon). (1978). *The Price of a Life. Shell, Gold, Carbon Notes & Weed: Four Kinds of Money in the Humboldt Bay/Six Rivers Region*. Bug Press.
- Polson, M. (2018). Marketing Marijuana: Prohibition, Medicalization and the Commodity. In Carrier, J. G. (Ed.). *Economy, Crime and Wrong in a Neoliberal Era* (1st ed., Vol. 36). Berghahn Books. 140–171.
- Polson, M. (2019). Outlaw. *Journal for the Anthropology of North America*, 22, 128–130.
- Raphael, R. (1985). *Cash Crop: An American Dream*. Ridge Times Press.
- Ridley, S. (2019). Le sens de la liberté d'expression: socio-anthropologie comparative des campus de Berkeley et de Nanterre [Doctoral dissertation, Université Paris Nanterre].
- Roszak, T. (1969). *The Making of a Counter Culture. Reflections on the technocratic society and its youthful opposition*. Anchor Books.
- Santos, A. (2018). *Homegrown. A Year in the Life of a Humboldt Guerrilla Grower*. Andrew Santos.
- Stuppia, P. (2022). Ré-habiter la terre. Cinquante ans d'utopies biorégionalistes. *Développement durable et territoires*, 13(2), online. <http://journals.openedition.org/developpementdurable/21572>
- Terence, M. (2018). *Beginner's Luck. Dispatches from the Klamath Mountains*. Oregon State University Press.
- Trebach, A. S. (2005). *The Great Drug War*. Unlimited Publishing.



Cultural Solutions for Drug Abuse

Brian HILL

Anthropologist
Co-director of the *Back-to-Land Project*

How Psychedelics Can Help Save the World, a new book by Stephen Gray echoes the great psychedelic movement of the 60s' leaders like Ken Kesey and Timothy Leary. It is very rewarding for those who were part of those times to know that the 60s psychedelic revolution is, in fact, opening new doors for the "psychedelic renaissance". There is also an update that should be included in Dennis McKenna's talk about cannabis. He mentions that the cannabis market prefers indica cannabis, which is the least psychedelic, rather than sativa which can be very psychedelic depending on specific variety, and where it is grown. The positive update is that there is finally a beginning public appreciation for the psychedelic properties of sativa cannabis is emerging. In the past the psychedelic and Original Grower communities were the main connoisseurs of sativa cannabis. Sativa is the real spiritual and therapeutic cannabis.

But US drug policy, as we might well expect, practices pretty much the opposite of policies that support therapeutic drug use and does little to discourage drug abuse. Rather, the failed War on Drugs makes psychedelic drugs (including marijuana), illegal, and legalizes, instead, addicting drugs like oxycodone and fentanyl which lead patients and the public to drug addiction!

Oxycodone is an opiate just like heroin. Fortunately, the new-to-science psychedelic movement has begun to look to non-Western band and tribal cultures to find living examples of well-balanced psychedelic drug use as well as their incredible medicinal properties. Drug use has not been a problem in traditional pre-state cultures, until they are exposed to Western culture.

Social scientists should include pharmaceutical drugs with psychedelic and hard drugs as they study and direct drug policy, because, as the oxycodone and fentanyl examples illustrate, big pharmacy (big pharma) drugs can be at least as dangerous as any non-ceremonially used mind altering substance. Treating the symptoms rather than curing problems is little different than bringing the heroin addict more heroin.

Academicians are quick to pat themselves on the back for discovering the "psychedelic renaissance", see esp., (MAPS)¹, but very slow to trace the *reactions* to the birth of capitalism² ; the Industrial Revolution, the alienation of labor and the Impressionists, Bohemians, Beatniks, the CounterCulture and the Hippies with its opening of the doors of perception to giving birth to a new stage of human psychic and cultural development. This seems to be allowing us to become conscious of our spontaneity, or to become conscious again of some of our deep spiritual qualities.

Nevertheless, the importance is that it is happening, and we are beginning to recognize it, and not only from the early psychonaut warriors, many of whom have sacrificed their lives, well-being and years in prison for opening these doors over the past 50 years. People like Timothy Leary, Ken Kesey and Carlos Casteneda should be nominated for Nobel prizes instead of being called criminals and hucksters.

And lastly, the little recognized solution to drug policy management that has been practiced for millennia by First Peoples should at least be considered by government agencies who have an almost perfect record of **failed** drug management. Tribal spiritual ceremonies are very successful practices that cultures for time immemorial have employed to prevent addiction by using psychedelic substances (including mildly psychedelic cannabis) to catalyze spiritual states of being for specific ceremonial events, like the Lakota Sundance for example.

Fortunately, the new culture that is being built from the Back-to-the-Land Movement beginning in the 1970s has been slowly, joyfully but very painfully (because of very inappropriate drug policies) evolving spiritual practices that not only prevent addictive practices, but that cure them by allowing people to meet their spiritual counterparts and ally with them. MAPS is an excellent example of this spontaneous cultural movement becoming conscious of its spontaneity, or perhaps qualities, however slow and beleaguered its evolution has been.

The Homegrown cannabis movement in California in the early 1970s began following the florescence of the psychedelic and political movements of the 60s in the US. It began among Back-to-the-Land communities going rural from the

¹ MAPS Mission: Founded in 1986, the Multidisciplinary Association for Psychedelic Studies (MAPS) is a 501(c)(3) non-profit organization specializing in research and education. Its work develops medical, legal, and cultural shifts so people can benefit from the careful use of psychedelics and marijuana for mental health, well-being, and connection. MAPS has a total asset value of \$28 Million from contributions.

² Capitalism seems to have been the transformation of tribal, family-based cultures to competitive class-based cultures. And this occurred because following the last global warming period about 12-14,000 years ago, predominant meat-based diets changed to predominantly vegetable-based diets which became possible mainly through the domestication of staple crop plants, which we should thank women for. Next, surpluses allowed not only for sedentary life but the beginning of specialization and social classes - the rest literally is history and civilization.

San Francisco Bay and a few other regions. A rather writ large Back-to-the-Land (BTL) community in Trinity County of Northern California is Denny, CA. It was originally a Chimariko Native American hunting and gathering region until Westerners discovered gold there in the 1850s. Next there was the logging industry, which boomed until the 1970s. In the 1960s there were just a handful of miners left in Denny still scratching out a very meager living in the New River and its tributaries. The New River is a tributary of the Klamath River. Around 1970, the first BTLers arrived and began buying old unpatented mining claims and staking new claims. For some reason the US Department of Agriculture's Forest Service did not want a new influx of miners in Denny and surrounding hills so it did everything it could, legal and illegal, to run out the new and old miners, including burning historic mining cultural resources, esp., gold rush mining cabins. The old miners quickly realized that the new miners wanted to carry on their artisanal mining traditions, so there was an immediate alliance between the old and new miners. And with this new alliance they were able to fight off the illegal tactics of the USFS and keep the 1872 Mining Act open even today.

However, by the early 80s (1983) illegal marijuana growing began to become popular in Denny, and the Federal government, the State and local governments created the Campaign to Eradicate Marijuana Production (CAMP). Most growers were forced to leave Denny for areas that were free of government enforcement. Thus began the great homegrown marijuana movement which lasted until its legalization in the 1990s. This is a prime example that it is impossible to legislate against a social movement. Now cannabis is becoming legal around the world. There are no footnotes here because I have been an active participant as a small miner and cannabis grower for the past 50 years. This description is based on personal experience.

As described above, it was the back-to-the-landers who left San Francisco and ventured into the hills of Northern (and Southern) California that started the popular homegrown movement. At first it was grown for personal consumption, and any extra was given to friends, but this only lasted a couple years. When Skunk hit the street at about \$1500 per pound in Berkeley in the mid 70s, outpacing Maui Wowi, the Homegrown movement spread like prairie fire.

Specifically, an indica variety of cannabis called Skunk, indica, Afghani and few other local names, was introduced in the early 70s. Its genesis in the US has not been recorded, and the original growers are dying very fast. For the record, there is still time to trace the genesis of indica in California. Some of the original growers and seed smugglers are still amongst us. A grant should be provided asap to record these original stories.

The Homegrown Movement allowed hippies to buy land and build their long dreamed of homesteads in the country. Then soon after the hippies, the rednecks, whose logging jobs in the woods were diminishing, joined the hippies

as they gave birth to their back to nature movement called Survivalism. Kurt Saxon of Eureka, CA was the father of this movement. He was a good friend. And, of course, the Indian tribes were quick to learn about pot growing. In fact, I personally know that some of the first indica seeds that came to CA were given to Native Americans. A social scientist might theorize that this indica helped bring together the rednecks, the Indians, and the hippies during the 70s, 80s and early 90s, until cannabis was legalized in CA with Proposition 215. Today the word "hipnecks" is occasionally heard. It is a combination of these original growers.

Following the CA legalization of cannabis there quickly took place a transformation of cannabis as a banner for a back-to-the-land cultural movement to cannabis as a new capitalist industry which now has been exploited as much as the gold rush and the logging boom here on the West Coast. Jerry Martin has a good book about these boom-and-bust economies. And just as gold mining and logging have crashed, so has the cannabis industry. It has crashed due to big money and corrupt governments putting the small homestead farmer out of business and the over-production of inferior industrial cannabis.

Next, little (that is not laughable government propaganda) has been said about the bad effects of cannabis on local communities. It is almost harmless, and it has many wonderfully known psychic, cultural and physiological properties (many still being discovered), but field observations/personal experiences seem to indicate that it is not good for young people whose minds are still developing. There needs to be very serious tests with young users and "wake-and-bakers" (habitual users), because there are communities of wake and bake stoners who smoke pot all day and night. Further, "addicted stoners" (probably psychologically but not physiologically addicted) live a muddled, mostly "do nothing" life. Here public awareness is vital. Perhaps, rather than new repressive laws - although alcohol laws seem to be moderately effective - ceremonial/spiritual cannabis and psychedelic use practices could emerge which would confine cannabis use to particular ceremonies like communal events and other celebrations, therapeutic sessions or think tank discussions, or indica for sleep induction... the list would be very long.

The spiritual properties of cannabis may play a deciding role. High quality homegrown cannabis is finding connoisseur and Original Grower cannabis *movement* markets.

Hollywood personalities like Woody Harrelson are vanguards of this newest movement. Just as his close friend Willie Nelson sponsored Farm Aid. So, the crashed cannabis industry will most likely have a new chapter, just as the back-to-the-land movement is witnessing the global birth of the Off the Grid Movement and First Peoples are optimistically developing the Land Back Movement which the Lakota only introduced in 2018. The Homegrown or Sungrown Cannabis

Movement could very well follow the appellation wine movement, the micro-brew beer movement, and the organic food movement. *Vamos a ver.*

In summary, drug policy in the US has at least three main areas of legal focus, (1) psychedelic or plant drugs, (2) cannabis and (3) pharmaceuticals. Attempts to control drug use with suppressive laws and regulations has been a monumental failure, probably because both cannabis and psychedelic drugs have been catalysts for profound cultural movements which began to fluoresce in the 1960s and whilst they have been slow, they have been major catalysts for transforming Western culture from a male dominated, exploitative culture to more earth-centric, balanced ways of life. The transformation is still in its formative stages, archeologically speaking, but with occurrences like MAPS and the legalization of cannabis, the integration of spiritual components into new cultural traditions will sooner or later diminish drug abuse to insignificance. Of course, this depends on how quickly new and renewed reciprocal world views replace the old exploitative one that has served state structured culture for 14,000 years. Drug abuse, especially addictions, are perversions of dysfunctional cultural traditions. Western culture is a broken culture today.

Further reference

CounterCulture History Coalition : <https://chcoalition.org/>

The DEA : <https://www.dea.gov/resources/facts-about-fentanyl>

Humboldt Grace : <https://humboldtgrace.org/>

Planet Drum : <https://planet-drum.net/>

Chacruna Institute : [ICEERS | Ethnobotanical Education, Research, and Service - ://www.iceers.org/](http://www.iceers.org/) (in Spain)

Jerry Martein : <https://www.norhtownbooks.com/price-life-shell-gold-carbon-notes-weed-four-kinds-money-humboldt-baysix-rivers-region-dr-loon-jerry#:~:text=with> Jerry Martien-,The Price of a Life - Shell, Gold, Carbon Notes & Weed: Four Kinds of Money in the Humboldt Bay/Six Rivers Region by Dr Loon with Jerry Martien

La Posada Natura : <https://www.posadanatura.org/> (Costa Rica)

Michael Polson's many publications, see his web site. His writings are meticulously written and based on incredibly accurate fieldwork as a field anthropologist. His writings should be used in creating new legislation.

Tabula Rasa Retreat : <https://www.tabularasaretreat.com/> (Portugal)



Humboldt Weed and Counterculture Legacy : Some initial thoughts at the end of the commodity boom

Dominic CORVA

Director of the « Cannabis Studies », program at Cal Poly Humboldt

I am Dr. Dominic Corva, and I am with the department of Sociology at Cal Poly Humboldt in Arcata, California. I am the director of the recently launched Cannabis Studies major, featuring concentrations in Environmental Stewardship and Equity and Social Justice.

It began in the early-mid 1960s when Bob McKee returned home to Humboldt County from his Beatnik days in San Francisco where he was part of the Jack Kerouac, Gary Snyder, and Alan Ginsberg scene centered around North Beach.

McKee leveraged his Southern Humboldt timberland holdings into a ragged real estate empire, subdividing parcels out of land devalued by the crash of the postwar timber boom. He sold his first three parcels to two anthropologists and a geographer from the University of San Francisco.

Later, as refugees from the counterculture and the student movement and the Vietnam war sought to escape from urban capitalist modernity, McKee sold 40-acre parcels for no money down and half their welfare checks.

Overwhelmingly white and highly educated, the Southern Humboldt back-to-the-landers committed a temporary class suicide as they chose rural poverty over the middle-class careers they had been destined for.

The new settlers came as individuals and couples, without a collective plan, and populated remote watersheds where the old settlers had murdered clear the first of indigenous people and then of tan oak and then of old growth redwoods.

The food gardens of the new settlers of course had weed: it was part of their diet, as were other drugs, especially LSD, which was also manufactured in the hills. Their friends that had stayed behind in the cities would often visit and enjoy.

They learned from each other how to grow craft weed – sinsemilla, increasingly bred for diverse microclimate conditions and annual harvest festival competitions.

In the late 1970s, the US government paid the Mexican government to spray Paraquat, a herbicide, on its cannabis crops. This was widely advertised as a way to scare urban counter culturalists away from their beloved, mostly imported, plant.

The Back-to-the-Land gardens suddenly became immensely valuable, with prices per pound reaching about \$15,000 in today's dollars (\$11,000 in 2012 – see Corva, 2014). The new settlers suddenly found that the poverty they had volunteered for had decided it didn't need them.

In the 1980s, the helicopters came and the urban war society they had fled came for them again. Ronald Reagan, who had been their nemesis in the cities as the Republican governor of California, was now president and he showered states with federal funding to eradicate cannabis.

The price per pound of cannabis wreaked havoc on Back-to-the-Land values, as an open and generous network of voluntarily poor communities bought cars that worked, bought solar power, built community institutions like health centers, schools, community centers, festivals, and a radio station. They also built gates, developed self-defense strategies, or in the case of many, fled up county to Arcata and elsewhere.

They also funded and staffed the forest defense movement of the 1990s, as their children entered the cannabis game with much more materialistic values tied together by an increasingly clear common political goal to “overgrow the government.”

The second generation got involved in real estate, and the hippie land development strategies began to morph into a broader outlaw cannabis real estate game that invited non-countercultural players looking to make a lot of money into the landscape.

By the 2000s, the helicopters had spread out throughout the state and funding for eradication decreased. The cannabis economy morphed into a major informal economic development machine incorporating almost every kind of stakeholder in the County.

Environmental destruction occurred, and a tension developed between older and younger generations. The younger generation became significant landlords and organizers of the cannabis economy, while the older generation – and some younger people who espoused countercultural values – protested the “Green Rush” as an encroachment of capitalist, materialist, and industrialist values.

The younger generation saw cannabis as the foundation of their economy and wanted to work with the County to protect that under conditions of legalization. The older generation had fought the County for decades and saw

the new cannabis industry as another extractive industry like the Gold Rush and the Timber Rush.

They shared a common anxiety about their economic base, although the older generation was more willing to see that base disappear and the voluntary poverty, they had started with was more acceptable as an outcome.

The younger generation's approach won out. The County worked with them, and the State came to Humboldt in search of legal cannabis tax revenues that were based on the inflated prices of prohibition.

When legalization finally came in 2016, everyone knew the bubble was going to burst and the value of cannabis as a cash crop would be in danger. They thought they had bought time by getting a ban on large cannabis license types in California for the first 5 years of legalization (2018-2023). Then that ban got lifted at the last minute, in 2018.

The market held for about two years, and then crashed as mega-industrial cannabis farms sprang up in Central and Southern California. The commodity bust had come. Many have gone out of business, but the cleansing fire of the market crash also drove the people who were in it just for the money, out of business as well.

The cultivators that remain are for the most part people who do not want to be displaced from their communities and generally are small-scale, environmentally conscious people like the new settlers were. The County has become concerned that there is no economic development future connected with cannabis and have been withdrawing the support the younger generation cultivated with the temporary high profits of the Green Rush 2010-2018.

Current efforts to prop up the livelihoods of the younger generations and the county's tax base have turned towards collective organization and marketing.

Small scale cultivators are organizing cooperative forms of business to reduce costs. Many are organizing to petition the State for Appellations designations, modeled after the wine industry, in order to increase the value of their crops.

The general plan has turned towards forms of collective marketing: environmentally conscious product certification, history-based tourism, and appellations. The cultivators that remain have turned to the deep past, towards the environmental and communitarian values of their grandparents – not just as a matter of cultural preference, but one of economic survival.

They have shifted from competitive, individualistic approaches to cooperative ones, and they are aided in their efforts by California State equity grants, appellations regulations, and research grants like the one I now have, to tell the stories of legacy communities and their plants. The Department of Cannabis

Control seems to recognize that California's cannabis brand must be distinct in order to compete when the prohibition walls come down and it starts funding bridges to a future in which the stories of the people who overgrew prohibition form part of the cultural terroir that will be advertised in the future.

The irony is that the cannabis industry needs the legacies of the back-to-the-landers to create stories that add value in the marketplace. It is a matter of necessity, rather than a marginalized fantasy, and we will see whether even this strategy will work.



L'Équateur, hub majeur de la cocaïne : défis et perspectives

Lucie LAPLACE

Doctorante en science politique, Université Lumière Lyon 2, Laboratoire Triangle
Fellow à l'Institut Convergences Migrations

Introduction

En 2023, trois des cinq plus importantes saisies de cocaïne dans les ports européens provenaient d'Équateur, respectivement 9,4 tonnes à Alger, 8 tonnes à Rotterdam et 7,7 tonnes à Anvers. En moins de deux décennies, ce pays andin situé entre les deux géants de la production de cette drogue, la Colombie et le Pérou, est devenu l'un des principaux hubs de son trafic, nouvelle source de sa richesse nationale devant le pétrole et la banane¹. Guayaquil s'est imposé comme l'un des premiers ports latino-américains d'export du produit, comme en témoignent les saisies nationales record de cocaïne, atteignant 197 tonnes en 2023, le deuxième chiffre le plus élevé au monde après la Colombie².

Ce changement dans la géopolitique du trafic de cocaïne a considérablement dégradé la situation sécuritaire de l'Équateur, dont le taux d'homicide est devenu en 2023 le plus élevé d'Amérique du Sud : 44,5 pour 100 000 habitants en 2023³, soit 75 % de plus qu'en 2022 et huit fois plus qu'en 2017 (5,6). Cette explosion de violence est un marqueur fort du développement d'une scène criminelle nationale dynamique, sous l'influence des organisations internationales du trafic de cocaïne. En plus de toucher la population, les attaques ciblent les personnalités politiques, puisqu'on compte 93 assassinats ou tentatives depuis 2022. Face à la recrudescence de violences début 2024, le président Daniel Noboa a proclamé que la situation relevait désormais d'un « conflit armé interne » contre 22 organisations criminelles « terroristes », intensifiant ainsi la réponse de l'État qui avait jusqu'alors géré les explosions de violence par la proclamation d'états d'urgence.

Au-delà de ces chiffres préoccupants, cet article interroge les dynamiques structurelles multiniveaux qui sous-tendent la situation actuelle de l'Équateur, en mettant en lumière sa position stratégique dans la géopolitique de la cocaïne et les défis majeurs

¹ Roberto SAVIANO, « Saviano spiega le origini e il significato del Narcogolpe in Ecuador: "Perché ci riguarda tutti" », *Youtube*, 13 janvier 2024. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=O5DWicfSM-g>

² Christopher NEWTON & Juliana MANJARRÉS, « InSight Crime's 2023 Cocaine Seizure Round-Up », *InSight Crime*, 20 mars 2024. URL : <https://insightcrime.org/news/insight-crimes-cocaine-seizure-round-up-2023/>

³ Juliana MANJARRES & Christopher NEWTON, « Balance de InSight Crime de los homicidios en 2023 », *InSight Crime*, 21 février 2024. URL : <https://insightcrime.org/es/noticias/balance-insight-crime-homicidios-2023/>

auxquels l'État équatorien est confronté dans sa lutte contre le crime organisé. Pour ce faire, il s'appuie sur la documentation existante, à la fois la presse nationale et latino-américaine, mais aussi celle de sites spécialisés comme celui d'*InSight Crime*.

Reconfiguration des routes de la cocaïne : le développement du hub équatorien

L'évolution de l'Équateur dans la géopolitique de la cocaïne est étroitement liée à la transformation des dynamiques de son voisin colombien, qui en est le premier producteur mondial. Ces changements sont influencés par les stratégies des organisations criminelles internationales, qui renforcent la diversification des routes d'exportation de la cocaïne à partir des années 2000.

À cette période, le gouvernement colombien d'Alvaro Uribe, allié aux États-Unis, déploie son Plan Colombie (2000–2015), politique de répression militaire contre la guérilla marxiste-léniniste des Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes (les FARC), qui amalgame⁴ la lutte politique « antiterroriste » à la lutte anti-narcotique. Si le Plan Colombie affaiblit les FARC, il n'entraîne pas un recul durable de la culture de la coca, malgré l'usage de glyphosate notamment de part et d'autre de sa frontière sud. En lien avec les différents acteurs armés du conflit qui se recomposent progressivement⁵, les principales organisations criminelles internationales du trafic de cocaïne, à savoir les mafias italiennes et les cartels mexicains, cherchent à diversifier et à sécuriser les routes d'exportation de la cocaïne dans la région. L'Équateur retient leur attention : sa proximité géographique avec les principales zones de culture de coca colombiennes (départements de Nariño et Putumayo), son économie dollarisée depuis 2000 propice au blanchiment d'argent, la qualité de ses infrastructures portuaires et routières, la disponibilité du pétrole, et la fragilité de son État, facilement corrompible⁶.

Avant l'élection de Rafael Correa fin 2006, l'État équatorien affiche un soutien inégal au gouvernement d'Uribe face au conflit colombien qui menace de s'étendre dans la région andine, mais, par la suite, il choisit durablement de ne plus s'y impliquer officiellement. Dès 2007, en réponse au Plan Colombie et plus largement pour combattre la pauvreté qu'il considère être une cause d'insécurité structurelle de la zone frontière, Correa adopte le Plan Équateur qui renforce la présence de l'État à la frontière nord sur les plans militaire, institutionnel et socio-économique. En mars 2008, l'armée colombienne bombarde un camp des FARC situé du côté équatorien de la frontière ; ce « conflit d'Angostura » conduit à la rupture des relations

⁴ Salomón MAJBUB AVENDAÑO, « El conflicto en Colombia como guerra por el narcotráfico : la gran falacia », *Indepaz*, 23 novembre 2023. URL : <https://indepaz.org.co/el-conflicto-en-colombia-como-guerra-por-el-narcotrafico-la-gran-falacia-por-salomon-majbub-avendano/>

⁵ Marcela Ceballos MEDINA & Gerardo ARDILA CALDERÓN, « The Colombia–Ecuador Border Region: Between Informal Dynamics and Illegal Practices », *Journal of Borderlands Studies*, 2015, vol. 30, n°4, pp. 519-535; Jochen KLEINSCHMIDT et Oscar PALMA, « The conceptual puzzle of violent non-state actors in Latin America: a critique of the convergence hypothesis », *Small Wars & Insurgencies*, 2020.

⁶ Sunniva LABARTHE, « Narcoviolence, politique et société en Équateur », *AOC*, 3 avril 2024. URL : <https://aoc.media/analyse/2024/04/02/narcoviolence-politique-et-societe-en-equateur/>

diplomatiques des deux pays, justifiée aussi par les dénonciations des liens politiques entre Correa et les FARC (soupçon de financement de sa campagne électorale en 2006) et par la violation de la souveraineté territoriale de l'Équateur par l'armée colombienne, l'armée équatorienne étant ensuite déployée durablement à la frontière nord⁷. En 2009, Quito s'oppose au renouvellement du contrat militaire de location aux États-Unis de la base militaire de Manta pour leurs opérations avancées en soutien à la lutte du Plan Colombie contre la culture de la coca, ce qui réduit considérablement la coopération de lutte anti-narcotique avec Washington. À cette période, le gouvernement équatorien fait le choix d'une politique migratoire ouverte, qui donne lieu à une suppression temporaire des visas (de mai à décembre 2008) et à la régularisation de la population colombienne en exil (27 352 personnes reconnues réfugiées grâce à l'Enregistrement élargi entre 2009 et 2010). Si ces politiques ont été critiquées, il n'a jamais été démontré qu'elles ont structurellement favorisé l'installation d'organisations criminelles dans le pays.

Le politiste équatorien Luis Córdova Alarcón explique la baisse remarquable du taux d'homicides en Équateur entre 2009 et 2016 par la thèse d'une « paix mafieuse » fondée sur des arrangements et une tolérance tacite entre le gouvernement Correa, les FARC et d'autres groupes criminels⁸. Cette situation aurait incité les cartels mexicains de Sinaloa et de Jalisco Nueva Generación, ainsi que la Ndrangheta calabraise, à sous-traiter le transport de la cocaïne entre la Colombie et les ports du Pacifique au gang équatorien des Choneros⁹ dès 2009. À cette période, les mafias albanaises¹⁰ renforcent leur rôle d'intermédiaire en gagnant des galons auprès du leader italien du secteur, la Ndrangheta¹¹. Au cours des années suivantes, elles développent des entreprises d'exportation de matières premières (comme la banane), qui facilitent l'acheminement de la cocaïne vers l'Europe et leur permettent de blanchir leur argent. En parallèle, dans ces territoires ruraux et marginalisés du sud de la Colombie, le vide laissé en 2016 par la démobilisation des FARC à la suite des accords de paix est rapidement comblé par la recombinaison de groupes criminels rivaux où se côtoient les dissidents des FARC et les anciens paramilitaires. Dès lors, les mafias italiennes et les cartels mexicains en profitent pour renforcer leur domination en amont

⁷ Jorge Enrique FORERO, « State, Illegality, and Territorial Control: Colombian Armed Groups in Ecuador under the Correa Government », *Latin American Perspectives*, 2016, vol. 43, n° 1, pp. 238-251.

⁸ Rédaction Plan V, « Ecuador : del pacto mafioso a la violencia criminal », *Plan V*, 21 octobre 2021. URL : <https://www.planv.com.ec/historias/sociedad/ecuador-del-pacto-mafioso-la-violencia-criminal>

⁹ Chris DALBY, « Ascenso y caída de Los Choneros, oportunistas del narcotráfico en Ecuador », *InSight Crime*, 20 juillet 2023. URL : <https://insightcrime.org/es/noticias/ascenso-caida-choneros-narcotrafico-ecuador/>

¹⁰ Scott MISTLER-FERGUSON, « Narcotraficantes albaneses compiten por posición en Ecuador », *InSight Crime*, 22 février 2022. URL : <https://insightcrime.org/es/noticias/narcotraficantes-albaneses-compiten-posicion-ecuador/> ; Rédaction Plan V, « 15 aspectos desconocidos de las operaciones de la mafia albanesa en Ecuador », *Plan V*, 23 février 2023. URL : <https://www.planv.com.ec/historias/crimen-organizado/15-aspectos-desconocidos-operaciones-la-mafia-albanesa-ecuador>

¹¹ Rédaction Plan V, « The 'Ndrangheta Also Operates in Ecuador's Ports », *Plan V*, 13 juillet 2021. URL : <https://www.planv.com.ec/ndrangheta-also-operates-ecuadors-ports>

de la chaîne de production de cocaïne colombienne. Ils continuent de pouvoir compter sur la corruption de l'armée équatorienne et la possibilité de lui acheter des armes, éléments essentiels à la poursuite du développement du système de la violence au niveau local¹². Plutôt que de favoriser une compétition ouverte entre les acteurs du secteur, les partenaires de la chaîne opèrent dans le cadre de réseaux fluides, de manière relativement autonome et non exclusive. Satisfaits du travail réalisé jusqu'alors, les cartels vont confier aux gangs équatoriens de nouvelles missions, comme le stockage de feuilles de coca et leur raffinage en cocaïne, ce qui conduit à leur promotion professionnelle dans la chaîne de valeur¹³, comme en témoigne la collaboration du gang des Tiguerones avec le Frente Oliver Sinisterra¹⁴.

Élu en 2017, l'ancien corréiste Lenin Moreno doit faire face à une crise économique qui s'aggrave avec la pandémie de COVID-19, favorisant la pauvreté, réduisant les emplois et stimulant l'économie informelle et la criminalité. Les mesures d'austérité budgétaire réduisent la capacité de l'État, au profit du développement du crime organisé dans les zones urbaines côtières¹⁵. Cette élection marque une rupture avec les accords mafieux précédents, incitant les gangs à former leurs propres milices privées et à s'armer davantage, grâce à l'aide des organisations criminelles internationales spécialistes de la violence¹⁶. L'assassinat en décembre 2020 du chef des Choneros entraîne la fragmentation violente du gang en une douzaine de factions et aggrave le climat de méfiance généralisée, d'où l'augmentation des massacres en prisons. Durant le mandat de Guillermo Lasso (2021-2023), malgré la proclamation d'une série d'états d'urgence, les gangs équatoriens en compétition diversifient davantage leurs activités criminelles (extorsions, enlèvements, extraction minière, exploitation forestière, etc.). Pour renforcer leur emprise sur les territoires sur lesquels ils opèrent et au sein même de l'appareil d'État, ils font pression sur les personnalités politiques, allant jusqu'à les assassiner en cas de résistance, comme ce fut le cas pour le favori à l'élection présidentielle Fernando Villavicencio en août 2023.

Responsabilités politiques et ambivalences des stratégies gouvernementales équatoriennes

En janvier 2024, cette crise sécuritaire s'est mue en « conflit armé interne », puisque le nouveau président Daniel Noboa a surenchéri en faisant le choix d'envoyer l'armée

¹² Luis CORDOVA ALARCON, Melanie TAPE, Frank QUINATO, Kelly REINOSO, « ¿Quién vigila a los vigilantes? La política económica de la violencia en Ecuador », *Policy Brief* n°2, avril 2022.

¹³ Renato RIVERA-RHON & Carlos BRAVO-GRIJALVA, « Crimen organizado y cadenas de valor: el ascenso estratégico del Ecuador en la economía del narcotráfico », *URVIO. Revista Latinoamericana de Estudios de Seguridad*, 2020, n°28, pp. 8-24.

¹⁴ Jorge MANTILLA & Renato RIVERA-RHON, « Post-insurgencies and Criminal Subcultures: The influence of Colombian organized crime in Ecuador's Armed Conflict », *Small Wars Journal*, 2024, URL: <https://smallwarsjournal.com/jrnl/art/post-insurgencies-and-criminal-subcultures-influence-colombian-organized-crime-ecuadors>

¹⁵ Jorge MANTILLA, Carolina ANDRADE & Maria Fe VALLEJO, « Why Cities Fail: The Urban Security Crisis in Ecuador », *Journal of Strategic Security*, 2023, vol. 16, n°3, pp. 141-153.

¹⁶ Luis CORDOVA ALARCON, « ¿Cómo Ecuador descendió al infierno homicida? », *Nueva Sociedad*, janvier 2024. URL : <https://nuso.org/articulo/como-ecuador-descendio-al-infierno-homicida/>

contre 22 organisations criminelles « terroristes ». Depuis, il favorise l'approche clairement répressive de « *mano dura* »¹⁷, malgré ses promesses électorales qui évoquaient aussi des politiques économiques et sociales pour agir sur le contexte national, terreau favorable à la prospérité des organisations criminelles¹⁸. Pour comprendre pourquoi cette approche est populaire¹⁹, malgré des limites très documentées dans la littérature scientifique, il faut dresser un bilan des politiques des gouvernements précédents au-delà des analyses simplistes et idéologiques polarisantes.

Dès le début de son mandat, en conformité avec les positionnements des gouvernements qui s'identifient au « socialisme du XXI^{ème} siècle », Correa met à distance l'approche répressive de « *mano dura* » promue par les États-Unis en Amérique latine. Il adopte une politique de « réintégration à la vie civile » des membres de groupes qualifiés de « délinquants », grâce à un accompagnement leur permettant de développer des projets individuels ou collectifs économiques, sociaux ou culturels. Pour le criminologue étasunien David Brotherton²⁰, ces politiques ont permis la sortie de la délinquance de plusieurs dizaines de membres des trois groupes qui se sont engagés dans ces programmes, notamment les Latin Kings, groupe le plus étudié en Équateur²¹. Si dans les premières années, les exemples d'aînés engagés dans ces dispositifs ont pu dissuader l'entrée de plus jeunes dans des carrières de délinquance, il semblerait que la crise économique approfondie par la Covid ait ensuite mis à mal certains parcours de réinsertion²². Par ailleurs, certains membres engagés dans cette politique ont rejoint le parti de gouvernement et ont conseillé ce dernier, témoignant d'un rapprochement entre les organisations, allant jusqu'à une influence au sein de l'État. De plus, une majorité des groupes de l'époque ne s'est pas engagée dans ces programmes de réinsertion, comme les Choneros, ce qui leur a

¹⁷ John POLGA-HECIMOVIČ, « The Evolution of Crime Policy and Attitudes Toward Mano Dura in Ecuador », in Jonathan D. ROSEN & Sebastián A. CUTRONA (dir.), *Mano Dura Policies in Latin America*, Routledge, 2023, pp. 91-114.

¹⁸ Pablo OSPINA PERALTA, « El Ecuador de Daniel Noboa: la « *mano dura* » como estrategia electoral », *Nueva Sociedad*, mai 2024. URL : <https://nuso.org/articulo/daniel-noboa-la-mano-dura-como-estrategia-electoral/>

¹⁹ Carolina MELLA, « Noboa supera el 80% de popularidad en Ecuador tras sus primeros 100 días en el Gobierno », *El País*, 7 mars 2024. URL : <https://elpais.com/america/2024-03-07/noboa-supera-el-80-de-popularidad-en-ecuador-tras-sus-primeros-100-dias-en-el-gobierno.html>

²⁰ David C. BROTHERTON & Rafael GUDE, « Social Control and the Gang: Lessons from the Legalization of Street Gangs in Ecuador », *Critical Criminology*, 2021, vol. 29, n°4, pp. 931-955.

²¹ Ana RODRÍGUEZ et Mauro CERBINO, « The legalization of the Latin Kings in Ecuador: The two hands of the state, from the production of marginalization to policies of inclusion », in *Routledge International Handbook of Critical Gang Studies*, Routledge, 2021, pp. 453-467.

²² Série d'interviews réalisées auprès d'un représentant des Latin Kings en Équateur par Plan V, *Youtube*, 21 novembre 2021 :

<https://www.youtube.com/watch?v=fTjWCgvX6-8> ;

<https://www.youtube.com/watch?v=hZlu-aFcMZ8> ;

https://www.youtube.com/watch?v=rQ_LZIHJZl ;

<https://www.youtube.com/watch?v=D83KFzx2ads> ;

<https://www.youtube.com/watch?v=d0cUFZ0lix4> ;

<https://www.youtube.com/watch?v=7zyUrO5KMBM> ;

https://www.youtube.com/watch?v=uYSnIK_r8vY ;

<https://www.youtube.com/watch?v=d-l0gvMrDBo>

permis, avec l'aide des cartels mexicains, de se déployer dans le vide laissé par les groupes qui y ont en partie souscrit. Pour autant, ces politiques se révèlent insuffisantes pour lutter contre « la zone grise du crime »²³, car elles n'ont pas clairement différencié la délinquance du crime organisé, laissant ce dernier prospérer. En même temps, Correa redéfinit la sécurité traditionnelle en favorisant une « sécurité intégrale », au plus près de la population. Les trois mesures les plus significatives sont : 1) l'interdiction de la criminalisation de la consommation de drogues dans la Constitution de 2008 (art. 384) ; 2) la grâce des « mules » (passeurs de stupéfiants) en 2008 ; et 3) la diminution du taux d'emprisonnement préventif qui, entre 2007 et 2009, désengorge les prisons de 38 %.

Dès 2009, la délinquance est portée comme problème public par l'opposition de droite sur la scène politique, alors que les relations entre l'État et les forces de l'ordre se dégradent. L'attaque humiliante d'Angostura aboutit à une réforme infructueuse des services secrets, qui sortent isolés et affaiblis de cette séquence politique. Après des protestations massives de l'armée et de la police contre la réforme de la fonction publique qui entraînent la déstabilisation politique de septembre 2010, le gouvernement de Correa lance une série de réformes pour diminuer leur autonomie institutionnelle et améliorer leurs conditions de travail. Afin de consolider sa légitimité, Correa adopte une approche populiste et sécuritaire pour réformer à coups de décrets les politiques migratoires dès 2011, tout en établissant des relations diplomatiques plus étroites avec la Colombie de Santos. Dès 2010, le retour de politiques pénales punitives entraîne une augmentation du taux d'incarcération, ce que l'opinion publique considère comme une bonne nouvelle. Adopté en 2014, le nouveau Code pénal incarne une politique corréiste de plus en plus paradoxale et répressive, qui limite les possibilités d'alternative aux peines de prison et modifie la typologie des condamnations afin de favoriser une « tolérance zéro ». Résultats : 30 % des détenus sont emprisonnés pour trafic, ce qui entraîne un engorgement massif du système carcéral et affecte particulièrement les maillons inférieurs de l'économie des drogues. Dans le même temps, la réforme conduit à la construction de méga prisons, qui favorisent la concentration des prisonniers. Créée en 2014, l'Unité d'intelligence pénitentiaire recrute même des informateurs parmi les gangs pour tenter de ne pas perdre le contrôle des prisons²⁴, ce qui a impliqué des contreparties troubles. Le paysage s'est donc déjà bien dégradé à la fin de la décennie des gouvernements de Correa.

Sur fond de déchirement du mouvement corréiste à la suite de l'élection présidentielle de Lenin Moreno (2017-2021), le « pacte mafieux » entre le nouveau gouvernement et le crime organisé n'est pas maintenu, conduisant à sa rupture, selon le politiste équatorien Luis Córdova Alarcón. Par ailleurs, deux facteurs centraux expliquent la perte de contrôle des prisons. D'une part, les politiques d'austérité budgétaires réduisent le budget pénitentiaire de 30 %. D'autre part, la refonte institutionnelle centralise les fonctions du ministère de la Justice, du ministère de la

²³ Luis CORDOVA ALARCON, « ¿Qué hacer -y no hacer- para contrarrestar la violencia criminal? », *Policy Brief* n°1, octobre 2021.

²⁴ Pieter TRITTON & Jennifer FLEETWOOD, « An Insider's View of Prison Reform in Ecuador », *Prison Service Journal*, 2017, n°229, pp. 40-44.

Coordination de la sécurité, du Conseil national pour le contrôle des stupéfiants au sein du ministère de l'Intérieur. En décembre 2020, les gangs équatoriens se déchirent après l'assassinat du chef des Choneros, Jorge Luis Zambrano González, connu sous le nom de Rasquiña. Les factions des Choneros, comme les Lobos, les Lagartos et les Tiguerones, prennent leur indépendance pour défier l'organisation et conquérir leurs propres territoires. À force d'arrangements, les prisons sont devenues les centres d'opération de ces gangs, jusqu'à en faire une pièce centrale dans le système de ces organisations criminelles, où nombre d'agents pénitentiaires s'avèrent corrompus, le recrutement est coercitif, et les extorsions des prisonniers semblent complètement banalisées. Entre 2019 et 2022, une série de mutineries mettent à l'épreuve les relations de pouvoir entre les différents gangs et donnent l'occasion d'éliminer les témoins gênants de certaines affaires traduites en justice. Pour y faire face, le gouvernement Lasso (2021-2023) ne sait réagir autrement qu'en envoyant l'armée et en proclamant à pas moins de 15 reprises l'état d'urgence, stratégie inefficace devenue banale. En outre, Guillermo Lasso est affaibli politiquement, en partie par des accusations concernant les liens de son beau-frère avec la mafia albanaise, lesquelles ne seront jamais clairement levées. Devant ce qui est alors qualifié de « crise des prisons », Guillermo Lasso accroit les effectifs des forces de l'ordre et légalise le port d'armes pour les civils (avril 2023), soutenu activement par les États-Unis.

Dans un contexte de crise politique majeure, le fil du magnat de la banane et homme le plus riche du pays, Daniel Noboa, est élu président en octobre 2023, héritant ainsi d'un pays gangrené par la corruption. L'opération judiciaire « Métastasis » démontre une corruption importante au sein des administrations étatiques telles que les services secrets, les administrations pénitentiaires, l'armée et la justice, dont des personnalités liées au corrisme. Devant la découverte de la pointe de cet iceberg institutionnel de la corruption étatique, les gangs commencent l'année 2024 par une série d'attaques pour défier ensemble, dans une alliance conjoncturelle, le nouveau gouvernement : évasions de prisons des dirigeants des principaux gangs, prises d'otages de journalistes d'une chaîne télévisée publique et de gardiens de prison, puis assassinat en plein jour du procureur en charge du dossier à Guayaquil. Transformant les gangs en objectif militaire, Noboa annonce un « conflit armé interne » contre 22 organisations criminelles « terroristes ». Malgré un discours qui évoque aussi des politiques économiques visant à combattre la pauvreté (27 % de la population concernée), à créer des emplois (beaucoup relèvent de l'économie informelle) et des politiques sociales (éducation et santé), Noboa répond principalement à cette crise sécuritaire en envoyant l'armée, au profit d'une spectacularisation de la réponse étatique à cet enjeu.

Cette politique nommée Plan Phénix contribue encore à renforcer les liens avec les États-Unis, desquels Quito s'était rapproché dès 2018. Leur soutien n'est pas seulement financier, il est surtout militaire, puisque l'Équateur devient un bon client à l'achat de « packages » composés de volets stratégique, militaire et de renforcement institutionnel. Si le référendum du 21 avril 2024 témoigne d'un plébiscite de la politique répressive de Noboa, elle rejette les mesures néolibérales de flexibilisation du travail et d'arbitrage international en cas de conflit avec une

multinationale. Ce verdict invite Noboa à faire preuve de prudence face aux pressions étasuniennes qui l'incitent à adopter de nouvelles mesures économiques néolibérales, comme l'augmentation de la TVA et la recrudescence de l'extractivisme pétrolier. En effet, elles sont susceptibles de toucher et donc de mobiliser particulièrement dans les rues les classes populaires et les communautés indigènes. Devant la volonté de réprimer les petites mains du trafic, il existe un véritable risque d'atteinte grave aux droits humains d'une partie bien plus large de la population équatorienne²⁵.

Conclusion

En vingt ans et sous l'influence de la situation colombienne, le système de violence orchestré par une variété d'organisations criminelles internationales, régionales et locales s'est considérablement développé en Équateur, avec la connivence de l'État. Cette complicité a permis le développement d'un tissu mafieux au sein des forces armées, des prisons, de la justice et de la vie politique. Malgré les variations des indicateurs de violence et de croissance économique au cours de cette période, le pays s'est transformé en un hub compétitif de l'économie mondiale de la cocaïne. Ce changement reflète la montée en puissance des gangs équatoriens, qui ont su se professionnaliser, se déployer discrètement par la corruption, et recruter des membres pour satisfaire les exigences des organisations criminelles internationales et colombiennes, avec lesquelles ils collaborent dans des réseaux fluides et compétitifs.

Au-delà des discours qui expliquent les limites des politiques mises en œuvre par les gouvernements antérieurs, il est crucial de s'interroger sur la stratégie déployée par Daniel Noboa. Partisan de la « *mano dura* » et des politiques économiques néolibérales alignées sur les intérêts de Washington, son approche militaire populiste s'est imposée. Cependant, les études critiques rappellent qu'elle ne peut être l'unique option et doit se combiner avec des politiques socio-économiques de lutte contre la pauvreté pour éviter l'échec. Sur le plan financier, les organisations criminelles disposent d'une manne supérieure à celle de l'État, rendant une guerre de longue durée particulièrement difficile à gagner. De plus, la corruption au sein de l'État est un défi que Noboa doit évaluer et combattre avec le soutien actif et massif de tous les secteurs de la société, ainsi qu'avec celui de la communauté internationale.

Face à ces considérations, le « conflit armé interne » équatorien est-il encore le signe d'une opposition entre les acteurs du crime organisé et l'État, ou est-ce déjà une étape vers une nouvelle « paix mafieuse » qui renforcerait l'emprise du crime organisé sur l'État équatorien ? Quelle qu'en soit l'issue, le conflit renforce la militarisation de la société et les politiques néolibérales, créant un terreau favorable à l'épanouissement du crime organisé et à l'approfondissement d'un autoritarisme d'État.

²⁵ « Human Rights Watch: declaración de conflicto armado en Ecuador es inadecuada », *Primicias*, 11 janvier 2024. URL : <https://www.primicias.ec/noticias/seguridad/human-right-watch-conflicto-armado-ecuador/>



Interview de Serge Ahmed

Héloïse ATHEA

Doctorante en philosophie des neurosciences, Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des Techniques (IHPST), Laboratoire Neurosciences Paris-Seine (NPS)

Serge Ahmed est l'un des grands spécialistes français des neurosciences de l'addiction. Directeur de recherche au CNRS et responsable de l'équipe « Prise de décision pathologique dans l'addiction » au Neurocampus de Bordeaux, il travaille sur l'addiction depuis les années 1990.

Pouvez-vous commencer par nous donner un bref aperçu de vos recherches actuelles en neurosciences de l'addiction ?

Serge Ahmed. Dans mon équipe, on essaie de reproduire chez l'animal des phénomènes comportementaux que l'on observe chez l'homme, afin de se donner les moyens d'en étudier les bases neurobiologiques. Dans notre cas, les phénomènes qu'on cherche à modéliser sont liés à l'addiction et aux drogues. Nous essayons de modéliser les différents stades de l'addiction et certains des principaux symptômes de cette maladie. Notre idée est que si on comprend bien ses bases neurobiologiques, on découvrira peut-être des traitements qui fonctionnent chez l'humain.

Mes recherches sont potentiellement applicables à différents types d'addiction, et pas seulement aux addictions à des substances (cocaïne, alcool, héroïne, etc.). On s'intéresse à des aspects généraux de l'addiction, qui ne sont pas forcément spécifiques d'un type de substances ou de comportements. Par exemple, le fait qu'une activité prend de plus en plus d'importance dans la vie d'un individu au détriment d'autres activités que l'on va juger importantes pour son bien-être : cela peut concerner des addictions à des substances comme des addictions comportementales. Donc on espère que ce que l'on découvre pour une drogue particulière, dans un contexte donné, sera généralisable. Mais on ne pourra pas l'affirmer tant qu'on n'aura pas vérifié avec des expériences appropriées. C'est pour cela que je dis *potentiellement*, car il faut toujours vérifier.

Les applications possibles de vos résultats à la clinique sont donc un sujet de préoccupation important dans votre travail ?

S.A. Toute la recherche qui se fait chez l'animal a en arrière fond cette problématique des applications cliniques : on veut comprendre, expliquer, et éventuellement intervenir sur les phénomènes d'addiction chez l'homme ; mais puisqu'on ne peut pas travailler sur le cerveau humain, on est obligé de passer

par la modélisation expérimentale chez l'animal. C'est donc ce qui détermine nos recherches.

Que va-t-on choisir de modéliser de l'addiction grâce à un rat, qui est votre espèce de prédilection dans votre laboratoire ?

S.A. J'ai justement toute une activité qui consiste à réfléchir à la façon dont on conceptualise les addictions chez l'homme et à la façon dont on va sélectionner les stades et les critères que l'on va ensuite tenter de modéliser.

En fait, on va prioritairement s'intéresser à des composantes qu'on considère comme étant essentielles pour parler d'addictions.

Par exemple, un phénomène au cœur de l'addiction est le fait qu'un individu désire limiter ou arrêter sa consommation, parce qu'il a pris conscience des conséquences négatives ou a jugé que ce n'était pas bon pour lui, et fait face à son incapacité ou à sa grande difficulté à y parvenir. Il existe différentes conceptions de l'addiction qui sont très discutées dans le milieu, mais pour moi, s'il doit y avoir un concept d'addiction, il doit décrire ce phénomène. Bien sûr, toute la difficulté est de savoir si on peut capturer ce phénomène, et ses différentes manifestations, chez l'animal.

Il faut savoir que même si je tente de développer ces modèles, je reste aussi très critique. Pour l'instant, je ne suis pas encore convaincu qu'on ait réussi à modéliser cela chez l'animal, même si on s'en approche peut-être. De ce fait, une question, très ancienne, continue à se poser : est-ce que la structure du cerveau d'un animal comme le rat permet d'obtenir un conflit motivationnel similaire, que je considère comme étant au cœur du concept d'addiction ?

S'il y a toutes ces incertitudes concernant la pertinence des modèles animaux, dans quelle mesure pensez-vous que ce travail de modélisation peut véritablement aider à développer des interventions thérapeutiques ?

S.A. Il faut comprendre que jusqu'à présent, il n'y avait pas beaucoup d'efforts effectués pour essayer de modéliser au plus près les différents stades de l'addiction et les symptômes. Jusqu'au moment où j'ai démarré mes recherches, les modèles étaient très simples, et les protocoles expérimentaux aussi : c'était surtout de l'auto-administration, c'est-à-dire qu'on mettait un rat dans une cage et on lui apprenait à s'auto-injecter de la drogue. Or, les traitements qu'on a développés à partir de ce genre d'approches ne fonctionnent pas, ce qui pouvait s'expliquer par le fait qu'on n'avait pas bien modélisé l'addiction.

D'ailleurs, depuis presque 60 ans qu'on travaille chez l'animal, on n'a toujours pas découvert de traitement efficace directement applicable à l'homme. Les quelques trucs qui fonctionnent chez l'homme (méthadone, disulfirame, etc.)

n'ont pas été découverts chez l'animal : ils ont été découverts chez l'homme par des cliniciens empiristes.

D'où mon crédo : je suis surtout connu dans le domaine comme celui qui essaye de modéliser au plus près les phénomènes d'addiction, qui essaye de fabriquer les modèles les plus pertinents possibles, avec l'idée que d'autres laboratoires les utilisent pour faire des découvertes. Notre idée est qu'un jour, en améliorant nos modèles, on pourra éventuellement, enfin, découvrir des cibles neurobiologiques sur lesquelles on pourra agir pour aider. C'est notre horizon, en quelque sorte.

Avoir de meilleurs modèles pourrait sans doute aussi vous permettre de faire d'autres choses que de chercher la bonne molécule qui serait efficace... Par exemple, est-ce que de bons modèles comportementaux pourraient éventuellement permettre de mieux comprendre ou d'améliorer certaines thérapies comportementales ?

S.A. Tout à fait ! En fait, on peut étudier un même modèle sous l'angle de la neurobiologie, mais aussi sous l'angle de la psychologie expérimentale en essayant de comprendre le rôle du contexte, etc. La question neurobiologique n'est qu'une question parmi toutes celles qu'on peut se poser grâce à ces modèles.

D'ailleurs, il y a des thérapies comportementales qui ont été développées à partir de travaux chez l'animal. C'est le cas par exemple du *contingency management*, surtout utilisé aux États-Unis, qui consiste à récompenser l'abstinence d'une personne atteinte d'une addiction de diverses manières, par de l'argent, des cadeaux, etc. On la place donc dans une sorte de structure de renforcement.

Pouvez-vous nous donner un exemple de modèle que vous êtes en train d'élaborer et que vous considérez plus pertinent que ce qui a été fait jusqu'à présent ?

Alors, l'un des problèmes avec nos modèles animaux aujourd'hui est qu'ils sont monosubstances. Autrement dit, ces modèles vont se concentrer sur la consommation d'une seule substance, comme l'héroïne par exemple. Mais chez l'homme, c'est très rare qu'un addict ne prenne qu'une seule drogue. Si on prend une personne qui est addictive à l'héroïne par exemple, elle va prendre de l'héroïne, mais elle va aussi boire de l'alcool, elle va fumer... Donc mon idée consiste à dire que toute la neurobiologie monosubstance qu'on a construite autour des drogues n'est sans doute pas pertinente pour comprendre les phénomènes d'addiction chez l'homme. Une personne qui fait un co-usage de plusieurs substances a peut-être une autre neurobiologie du fait de son exposition à plusieurs substances. Cela permettrait d'expliquer pourquoi, quand on découvre un potentiel traitement à la cocaïne chez le rat, on ne peut pas le transposer chez l'homme : sa neurobiologie sera très différente – pas forcément parce qu'on a changé d'espèce, mais parce qu'on est passé d'un usage spécifique d'une substance à la consommation de plusieurs substances.

On sait déjà que les neuroadaptations sont différentes en cas de consommation d'une seule substance ou de plusieurs. Par exemple, quand on prend de la cocaïne, cela induit des neuroadaptations qui peuvent être inversées par de la morphine. La morphine va en induire de nouvelles. *In fine*, le résultat n'est pas du tout le même que celui que l'on observe avec de la cocaïne uniquement.

Un co-usage qui est très fréquent chez l'homme est celui d'alcool et de cocaïne. Mon idée est de développer un modèle de co-usage de cocaïne et d'alcool et de voir comment l'animal va distribuer sa consommation sur les deux substances. Ça, personne ne l'a jamais fait pour l'instant, et personne ne le sait encore ! Mais ce projet reste très hypothétique.

Au-delà de vos travaux scientifiques, j'aimerais mieux comprendre le contexte socio-économique dans lequel s'inscrivent vos recherches. Quelles sont vos différentes sources de financement, actuellement ?

S.A. On est financé de trois façons : structurellement, par les financements récurrents, et sur projet. De manière structurelle, nos salaires sont payés par le CNRS (Centre national de recherche scientifique), l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), ou d'autres grands organismes, et les universités.

Ensuite, comme nous sommes un laboratoire mixte, nous avons des financements récurrents, chaque année, du CNRS et de l'Université. Une partie de ce financement sert au fonctionnement général du laboratoire, et une autre partie est redistribuée dans chacune des équipes du laboratoire selon le nombre de chercheurs et d'enseignants chercheurs qu'il y a dans les équipes. À Bordeaux, l'université donne très peu de financements récurrents, mais par ailleurs, elle paye les factures énergétiques, l'entretien des locaux... Ce qui représente un budget quand même assez important.

Enfin, les équipes vont aller à la chasse aux financements et déposer des projets de recherche. En fonction de leurs succès, elles vont augmenter leurs ressources. On peut déposer des projets à l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), à la FRM (Fondation de la Recherche Médicale), à l'IRESP (Institut pour la Recherche en Santé Publique), ou à toutes les fondations qui travaillent sur les maladies liées au cerveau (Fondation de France, Fondation Fondamentale, Fondation pour la recherche sur le cerveau...).

Pour notre recherche, on n'a que des sources de financement publics, et je ne cherche pas à obtenir de financements du privé. C'est un choix volontaire, que je fais pour deux raisons : déjà, parce qu'en général, le privé demande de faire des choses en échange. C'est-à-dire qu'il faut travailler pour eux, faire leurs propres expériences. Je n'ai jamais trop aimé ce genre de façon de faire. Ensuite, si un jour je tombe sur une découverte avec un potentiel thérapeutique important, je la mettrai dans le domaine public, je n'essaierai

pas de faire de l'argent avec, parce que je n'ai pas cette mentalité-là. Je ne suis pas un commerçant !

Percevez-vous des tendances ou des préférences dans les critères favorisés par ceux qui allouent les fonds ?

S.A. Si je prends l'exemple de la FRM, elle va privilégier les projets qui ont un potentiel d'application médicale, plus ou moins direct. La FRC va plutôt privilégier les projets qui ont un intérêt sociétal. Pour l'ANR, cela dépend des sections. Il y a des sections qui sont vraiment purement fondamentales. Mais dans l'ensemble, il y a quand même une visée de recherche appliquée. Moi, en général, j'émerge à la section de neurosciences intégratives et psychiatrie. Quand on y dépose des demandes, il faut toujours qu'il y ait en arrière-fond une problématique clinique : on veut comprendre la dépression ou la schizophrénie, on veut aider le handicap, on veut comprendre les troubles du langage, les problèmes liés au sommeil, etc. Les projets fondamentaux (qui posent des questions comme « comment le neurone fonctionne-t-il ? ») sont minoritaires.

Quand je postule à ce genre de projets, je dis que je veux comprendre tel et tel aspect de l'addiction avec, effectivement, en ligne de mire un développement thérapeutique potentiel dans un futur plus ou moins proche. Une neuropromesse, comme dirait le philosophe des neurosciences Denis Forest. Je formule beaucoup de neuropromesses !

À ce propos, rencontrez-vous parfois des problèmes de communication en présentant vos résultats aux fondations qui vous financent, au grand public, ou bien en échangeant avec des experts d'autres domaines, qui peuvent avoir des visions très différentes de l'addiction et de la manière dont il faut la prendre en charge ?

S.A. Je n'ai généralement aucun problème de communication. L'une des raisons est sans doute que je n'ai pas d'idée arrêtée sur l'addiction. Je fais de la recherche : je reste ouvert, j'explore différentes conceptions, différentes pistes, mais je ne m'arrête pas sur une idée ou une conception définitive, que je défendrai ensuite bec et ongle. Je cherche encore. Je sais avec certitude ce que ce n'est pas. Et quand une personne aura une conception arrêtée, je ne pourrai pas être en opposition frontale avec elle, dans le sens où je serais convaincu qu'une autre conception est vraie, et la sienne, fausse. Je serai simplement capable de lui dire que sa conception est limitée, qu'elle ne prend pas en compte tous les faits et les différentes populations d'utilisateurs, qu'elle est fautive par endroits. Mais moi, je reste dans un état suspensif. C'est peut-être pour cela que j'arrive à discuter un peu avec tout le monde : j'essaie de comprendre le sociologue, le psychologue, le neurobiologiste, le politique. Chacun, finalement, arrive avec une vision qui peut m'intéresser.

« L'addiction est un éléphant qui trompe énormément »

Pour expliquer ma position, je prends souvent cette métaphore des aveugles et de l'éléphant. L'idée est que l'addiction est comparable à un éléphant que tâterait un groupe d'aveugles à différents endroits. Celui qui tâte les oreilles ne va pas avoir la même idée de ce que peut être cet éléphant que celui qui tâte les pattes, ou la trompe... Dans le domaine des addictions, c'est pareil : chacun est comme un aveugle qui tient un bout de l'animal et pense avoir une vision claire de ce qu'il est.

Mais cette métaphore est un peu trompeuse : elle laisse entendre qu'il y a un éléphant, et que quelqu'un, qui aurait une position extérieure, peut le constater. Dire que cet éléphant, et donc que l'addiction, existe, signifie que quelqu'un d'extérieur à ce groupe d'aveugles est capable de dire que cet éléphant existe, et qu'il peut voir les différentes personnes ne percevoir qu'une partie de l'animal. Mais qui est cette personne qui peut avoir cette position extérieure qui lui permettrait de voir l'animal ? Cette personne n'existe pas ! La seule chose que nous pouvons dire, c'est que différentes personnes relevant de disciplines différentes formulent des visions difficilement conciliables de l'addiction (je ne dirai jamais irréconciliables) ; mais en revanche, on n'arrive pas à voir quel est l'animal, s'il existe, que nous sommes en train de tâter à différents endroits. Peut-être qu'un jour une intelligence artificielle, en dehors de tout cela, verra cet animal auquel nous, en tant qu'individus appartenant à des disciplines différentes, n'avons qu'un accès partiel...

Dans quelle mesure estimez-vous que vous avez un rôle dans l'application « responsable » des connaissances que vous pouvez produire sur l'addiction ?

S.A. Il m'est difficile de répondre à cette question parce ma contribution au domaine est avant tout critique, et je suis rarement en train d'affirmer quelque chose. Je me pose surtout la question : que faut-il faire pour améliorer nos modèles et nos interprétations ? Je ne me sens donc pas vraiment responsable de l'interprétation des résultats que je produis par le public ou de la réutilisation qu'on peut en faire. Je n'ai aucun problème à ce que mes réflexions critiques fassent leur propre chemin. Je ne me sens pas non plus responsable d'orienter les politiques ou les agences de financement dans telle et telle direction.

C'est une position originale ! À quoi attribueriez-vous votre absence de sentiment responsabilité ?

Si je ne m'en sens pas responsable, c'est peut-être parce que je ne suis pas disciplinaire. Je ne suis pas partisan. Quand on est dans une discipline et qu'on se met à la défendre, quelque part, on perd sa liberté d'esprit. Je ne veux pas défendre de science particulière ou une approche donnée, pour plusieurs raisons. D'abord, quand on fait cela, on noue des liens d'amitié ou de dépendance qui font qu'à un moment donné, on se retrouve ficelé. Ensuite et

surtout, en général, quand on défend quelque chose, cela se fait au détriment d'autres choses, parce que les ressources sont limitées.

Par exemple, il y a des personnes qui disent que la recherche sur les modèles animaux ne sert à rien. Au fond, leur message est que ces études aspirent beaucoup d'argent au détriment de recherches plus pertinentes pour comprendre l'addiction chez l'homme. Au NIDA (*National Institute on Drug Abuse* – États-Unis), ils ont réorienté leurs recherches en se focalisant sur les neurosciences de l'addiction au détriment de toute la recherche en sciences humaines qui se faisait dans le domaine. Moi, je pense qu'il ne faut pas s'arrêter à un domaine, une approche donnée. Du coup, je ne vais pas prendre la responsabilité de défendre une discipline si je sais qu'à côté, je vais presque en tuer une autre.

En fait, votre rôle serait un peu celui de défenseur de la recherche publique en général ?

Oui ! Je suis pour la liberté de recherche et pour le pluralisme : j'aime que les gens soient libres à partir du moment où ils produisent une recherche bien pensée, bien argumentée, que cela repose sur des réalités solides, que cela respecte la logique, etc. À partir de ce moment-là, pour moi, tout me va.

Pour revenir à des aspects plus scientifiques, quel message souhaitez-vous que l'on retienne de votre travail ?

S.A. Que la modélisation des phénomènes humains est difficile, qu'il y a des embûches, mais que c'est quand même intéressant de s'y atteler, pour mieux comprendre l'animal en tant que tel, mais aussi pour mieux nous comprendre nous... Parce qu'en butant sur les difficultés de l'extrapolation, on se rend peut-être un peu mieux compte de notre part humaine.

Dans le domaine de l'addiction, rien que le fait de ne pas pouvoir communiquer verbalement avec l'animal nous permet de découvrir par opposition tout ce qui existe chez l'homme et qui n'existe pas chez l'animal, dont on n'avait pas forcément conscience. Par exemple, quand nous, humains, prenons une drogue pour la première fois, on le fait toujours avec des attentes, qui vont finalement contribuer à structurer l'expérience drogue que l'on va vivre pour la première fois. À l'inverse, quand un animal prend une drogue, même quand c'est lui qui accomplit l'action qui va déclencher sa prise, il ne sait pas du tout à quoi s'attendre, il ne sait même pas qu'il est sur le point de prendre une drogue. Il est difficile d'imaginer ce que pourrait être l'équivalent humain de cette première expérience. Cette différence entre l'homme et l'animal nous permet de prendre conscience que nos attentes jouent un rôle considérable dans l'expérience qu'on va avoir d'une drogue : il n'y a pas d'expérience nue, alors que chez l'animal, cela existe, et on n'a absolument aucune idée de à quoi cela peut ressembler. On a ici un fossé qui est énorme !

Peu de personnes soulèvent tous les problèmes posés par les situations expérimentales qu'on met en place. Moi, j'essaie de les problématiser, sans donner forcément de réponse. Alors ce que j'aimerais partager, c'est tout cela : toutes les questions intéressantes sur l'humain en tant que tel, et en quoi, finalement, il diffère de l'animal. Qu'est-ce qu'on peut et qu'est-ce qu'on ne peut pas modéliser chez l'animal ? Qu'est-ce qu'il y a de proprement humain dans l'addiction ? Si, effectivement, on finissait par découvrir qu'une large part de l'addiction est proprement humaine, cela nous apprendrait pas mal de choses sur l'addiction. Ce problème n'est pas encore tranché. Si mes recherches peuvent contribuer à délimiter la part humaine et la part animale de l'addiction, ce serait déjà pas mal, je trouve !

Quels autres impacts pourraient avoir vos réflexions ?

Toutes ces réflexions permettent d'éviter de trivialisier la souffrance humaine. Par exemple, il y a des chercheurs qui vont dire qu'un rat est « compulsif » parce qu'ils ont observé qu'il continuait à appuyer sur le levier qui lui fournit de la drogue malgré le fait qu'ils y ont associé une petite stimulation désagréable. Affirmer cela, je trouve que c'est trivialisier considérablement les problématiques humaines posées par l'addiction : on a des personnes qui, pendant des années, sont dans une consommation problématique, dangereuse pour leur santé. Si mes réflexions ont un autre intérêt, c'est bien cela : éviter de trop banaliser la psychopathologie humaine.

Pour finir, quelles sont les pistes les plus prometteuses pour la recherche future en neuroscience de l'addiction selon vous ?

S.A. Je pense que la recherche chez l'homme doit être favorisée. Bien sûr, il faut aussi continuer la recherche chez l'animal, mais il faut tout faire pour essayer de développer des outils d'interrogation du cerveau humain.

Ce qu'il faudrait faire, c'est une recherche chez l'homme sur les phénomènes de rémission pour savoir comment le cerveau évolue entre le moment où la personne décide d'arrêter, et le moment où elle arrête vraiment. On ne peut pas mener ce genre d'études chez l'animal car on ne sait pas modéliser un animal qui voudrait arrêter. Même si on peut associer la consommation d'une drogue à une punition et que cela le fait arrêter, si on lui donne un autre levier avec une drogue non punie, il y va. Donc, ce n'est pas vraiment la drogue qui le fait arrêter, c'est simplement la source qui lui est désagréable, et cela ne l'empêche pas de reprendre ensuite. À l'inverse, quand une personne arrête, elle arrête de prendre de la drogue quels que soient les contextes.

Dans tous les cas, je pense qu'il ne faut pas arrêter la recherche sur l'animal parce que c'est important et qu'il y a encore plein de choses à découvrir. D'ailleurs, il y a en ce moment des découvertes prometteuses et des pistes thérapeutiques qui semblent émerger. Mais il faut peut-être rééquilibrer un peu les choses, ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier, et encourager les recherches dans toutes les disciplines qui sont pertinentes pour comprendre les phénomènes d'addiction.



La littérature peut-elle éclairer une politique des drogues ? Application aux opiacés

Michel ANTONI

Médecin

CSAPA Ressources - Le Cap14, Avignon

Nul ne niera que la littérature, qu'elle soit fictionnelle ou d'inspiration autobiographique, est un important outil anthropologique et sociologique autant qu'une leçon d'éthique et de philosophie.

Que peut-elle nous apprendre qui puisse participer à fonder une politique des drogues juste et humaine, pragmatique et efficace, dans la gestion des substances opiacées et en particulier de la morphine et de l'héroïne qui représentent, avec l'alcool, la majeure partie de la littérature consacrée, directement ou indirectement, aux substances psychoactives ?

Lorsque le jeune médecin Mikhaïl Boulgakov rejoint en 1917 l'hôpital rural isolé dans lequel il vient d'être nommé, il n'est pas encore écrivain et ignore qu'il va passer à la postérité avec son livre culte, *Le Maître et Marguerite*, mais également marquer la littérature des drogues avec un court récit, *Morphine*, tiré de l'expérience qu'il a connue cette année-là, à la suite de douleurs neurologiques soulagées par des injections de morphine, le conduisant dans une dépendance qu'il ne parviendra à surmonter qu'à force de volonté et grâce à la ténacité de sa femme.

Un médecin est appelé au secours d'un jeune confrère, dans un hôpital isolé, qui se suicide en lui confiant son journal, témoignage de sa souffrance. Il pensait trouver refuge dans cette affectation éloignée après une douloureuse rupture sentimentale, mais, assailli par des douleurs extrêmement intenses de l'estomac, il est calmé par l'administration de morphine. Alors « *je ne puis que chanter les louanges de celui qui a le premier extrait la morphine de capsules de pavot. C'est un véritable bienfaiteur de l'humanité. Les douleurs ont pris fin sept minutes après la pique* ». Il s'endort profondément, et se réveille apaisé, heureux comme il ne l'avait plus été depuis son drame conjugal. Mais dès le lendemain, devant la crainte d'une récurrence, c'est une nouvelle injection et l'escalade quasi-quotidienne des doses au grand dépit de l'infirmière. C'est alors le décompte morbide des jours et l'analyse rigoureusement clinique des manifestations. L'injection, les symptômes physiques, la disparition des douleurs, la sérénité. L'augmentation des doses, l'accoutumance, l'irritabilité et la colère lorsque l'infirmière refuse le produit, la dramatique tentative de substitution par la cocaïne. La peur enfin, peur que l'on découvre son vice et peur du manque.

Lucide, il reconnaît sa dépendance : « *moi qui suis atteint de cette maladie atroce, je mets en garde les médecins pour qu'ils aient davantage de compassion pour leurs patients. Ce n'est pas un état d'anxiété, c'est une mort lente qui s'empare du morphinomane pour peu qu'on le prive de sa morphine ... pas une cellule de son corps qui ne soit en manque ... Il n'aspire ni ne pense à rien d'autre que la morphine. La morphine !* »

Il se fait hospitaliser dans une clinique psychiatrique dont il s'échappe en dérobant une ampoule qu'il s'injecte de manière sordide dans des toilettes publiques. La fin est proche, le suicide d'une balle en plein cœur après avoir conclu son journal, qu'à la manière de Boulgakov voulant raconter son expérience, le médecin qui le reçoit se sent en obligation de diffuser pour témoigner.

En Allemagne, Hans Fallada met en scène et en mots son addiction dans une nouvelle largement inspirée de son expérience, au titre provocateur et ironique, *Rapport objectif sur le bonheur d'être morphinomane*. D'une famille aisée, très jeune dépressif et mélancolique, il a dix-huit ans en 1911 quand survient le drame qui le marque à vie : il tue dans un duel, qui était en fait la couverture d'un pacte de suicide, son ami et adversaire alors que lui-même n'est que blessé. Il est inculpé de meurtre, et sombre dans une dépendance à l'alcool et à la morphine qui lui vaudra plusieurs séjours en prison et cures de désintoxication, tout en commençant à écrire.

En 1925, entre deux séjours en prison, il écrit cette nouvelle qui met en scène un morphinomane dans la quête hallucinée de sa substance. Ce qui est décrit, comme dans le récit de Boulgakov, c'est le manque, le manque physique, le besoin irréprensible pour lequel plus rien ni personne ne compte, plus de morale, plus de dignité, plus de limite. L'inquiétude tourmentée qui semble se localiser dans chacune des cellules du corps, l'estomac qui se tord et ne peut avaler. La souffrance qui ne peut trouver son soulagement que dans la mort ou la morphine. L'espoir du soulagement et la détresse, de plus en plus profonde. La quête dans Berlin du fameux produit auprès de médecins plus ou moins complaisants. L'attente de ce moment « *et j' imagine le bonheur qui sera le mien quand je vais enfoncer l'aiguille. Seulement quelques minutes, quelques instants, un vrai rien de temps et une paix profonde, solennelle affluera dans mes membres, soudain la vie sera belle, et je vais pouvoir rêver de mon château et des femmes. Les plus belles m'appartiennent, je n'aurai qu'à leur sourire ... Car la morphine exauce chacun de mes vœux, il me suffit de fermer les yeux et le monde m'appartient.* »

Mais les traces physiques des injections sont là : l'avant-bras gonflé rouge violacé où frémit le pus, les douzaines de marques, certaines fraîches et rouges, d'autres plus anciennes, brunes, stigmates formels de la toxicomanie. Mais le corps a de nouveau faim et la quête reprend jusqu'à la folie, qui ne pourra se terminer que par la longue tourmente de la désintoxication.

Se consacrant par la suite à une littérature plus populaire, Hans Fallada bénéficie d'une tolérance relative du régime nazi, toujours aux prises avec ses addictions. Il publie *Le Buveur*, inspiré de son parcours alcoolique, et *Seul dans Berlin*, terminé juste avant sa mort en février 1947, livre auquel il doit sa reconnaissance littéraire posthume.

C'est parfois un regard extérieur qui raconte. En 1931, Pierre Drieu la Rochelle à 38 ans et n'est pas encore fasciné par le fascisme hitlérien lorsqu'il publie *Le Feu follet*, un livre étrange, sombre et tourmenté.

Le Feu Follet, ce sont les deux derniers jours d'un homme de 30 ans, dandy désabusé, désargenté, séducteur désenchanté. Il a découvert l'héroïne par hasard, a été surpris, séduit et a cru pendant quelque temps au paradis sur terre mais cette illusion éphémère est terminée. Cadence rapprochée, croissance des doses, rien ne le retient bientôt plus que la quête de la drogue. Et la peur, la peur de manquer, et le besoin d'argent pour l'acquérir. Il tente de se désintoxiquer mais la souffrance du manque est trop grande. *Le Feu Follet*, c'est le récit d'un homme qui sait qu'il va reprendre de la drogue, rendant impuissants ceux qui le croisent à trouver un seul motif - amour, sexe, philosophie, connaissance, poésie - pour l'y faire renoncer. Nul parmi ses anciens amis ne peut lui donner une raison de vivre. Il leur inspire même la peur, peur de voir, par et pour lui, la mort, peur de leur impuissance à le retenir, peur même de ne pouvoir lui expliquer ce qui les retient à la vie, de se voir face à eux-mêmes, et tous s'éloignent. Dans un dernier élan de terreur, de dégoût ou de vitalité, il se fait de nouveau hospitaliser mais c'est dans ce centre qu'il va, contraint à l'aveu d'échec, mourir. Bien calé dans le lit, la poitrine dégagée, le pistolet sur le cœur, dans une chambre vide, froide et dans un isolement inexorable.

Pour ce *Feu Follet*, ce rendez-vous avec la mort, l'auteur s'est inspiré de la vie tragique d'un ami, Jacques Rigaut. Drieu, qui n'avait aucun attrait pour les stupéfiants, lui consacra encore un court texte, *Adieu à Gonzague*, poignant examen de conscience de celui qui a vu son ami partir pour un départ sans retour, et n'a rien fait pour le retenir et nous force à voir l'autre face de ces personnages qui paraissent cyniques et sûrs d'eux : la faiblesse intime, l'absence d'énergie vitale, des anti-héros face aux gens du monde, psychiatres satisfaits mais dépassés, baroudeurs cassants ou littérateurs écartelés entre réalité et mystique. *Le Feu Follet* illustre sans conteste une figure pérenne de la société urbaine occidentale, comme en témoigne le film éponyme de Louis Malle en 1963, retranscrit dans le Paris des années 60 et plus récemment *Oslo, 31 août* en 2012 par Joachim Trier.

Cette incompréhension et cette impuissance, c'est aussi le regard que porte Ella Mailland sur son amie Annemarie Schwarzenbach lors de l'aventure qui les mènera jusqu'à Kaboul et qu'elle rapporte dans *La Voie Cruelle*. Cette voie cruelle, c'est celle qu'a choisie cette jeune journaliste et écrivaine de la haute bourgeoisie helvétique à la beauté androgyne, au romantisme dandy, à la sensibilité exacerbée au malheur des autres qui lui interdit tout droit au

bonheur personnel. La montée du nazisme hante ses jours et ses nuits. Et c'est par la morphine, découverte au début des années 30 à Berlin, qu'elle tente d'apaiser sa tragique vision de l'existence et du monde.

En 1938, elle est en cure de désintoxication pour la cinquième fois en moins d'un an lorsqu'elle rencontre Ella Maillart, déjà célèbre pour ses expéditions en Chine et au Tibet et que se forme le projet de rejoindre Kaboul en voiture. Et en juin 1939, les deux femmes prennent la route dans une Ford rutilante, s'éloignant d'une Europe au bord du chaos. Mais Ella Maillart doit se rendre à l'évidence : à chaque occasion, à Sofia, à Istanbul et dès l'arrivée à Kaboul, au terme d'un long périple de douze semaines en voiture, dans une ville qui ne parle que de l'invasion de la Pologne par Hitler, la jeune journaliste trouve les ampoules ou les médicaments de sa rechute. « *Une fois de plus, ce fut la même histoire : avec une audace insensée, avec une ruse sauvage, son second elle-même avait obtenu le grand nombre d'ampoules nécessaires ... Annemarie a choisi la voie cruelle de l'enfer* », écrit Ella Maillart, à bout de nerfs, usée par son amie. Le moment est venu de se séparer. L'une rentre en Suisse avec la Ford, l'autre part en Inde. Elles ne se reverront plus.

La description qu'Ella Maillart donne d'Annemarie Schwarzenbach dans *la Voie Cruelle* n'est pas complaisante : une droguée geignarde, jamais contente, d'une maigre malade, accrochée au volant, cherchant dans la souffrance du long voyage entre Zurich et Kaboul à masquer sa vraie douleur. On a du mal à percevoir, dans la description de cette loque au visage d'ange, l'antifasciste convaincue, la combattante, l'écrivaine cultivée dont tombèrent amoureuses Erika Mann et Carson McCullers. À son retour, sa dépendance à la morphine et ses tentatives de suicide l'obligent à suivre plusieurs traitements psychiatriques. Elle meurt accidentellement en Suisse en 1942 à l'âge de 34 ans.

On lira aussi la bouleversante *Lettre à Monsieur le législateur de la loi sur les stupéfiants de 1916* d'Antonin Artaud, qui exprime toute la violence de sa douleur et sa colère face à ceux qui s'arrogent le pouvoir d'interdire de la soulager.

Tous ces textes, précis et d'une grande modernité, mettent en scène des individualités cultivées, souvent aisées, d'une sensibilité mélancolique et racontent la même histoire de quête du produit, de recherche de soins, de sens, d'argent parfois, laissant voir la dégradation progressive, les combats psychologiques, la dépendance et l'échec à sortir de la spirale. Pas de criminalisation. Pas de communauté toxicomane.

Dans les années cinquante, après la guerre, c'est de l'autre côté de l'Atlantique que s'organise la représentation littéraire de la morphine et de l'héroïne.

C'est une présentation sociale où l'expérience initiale récréative va tourner au cauchemar. Cauchemar individuel, de la dépendance et de la maladie, cauchemar social de la quête, de l'argent, de la police, de la prison et du délit.

Ce qui prédomine, c'est la violence sous toutes ses formes. Deux grandes figures l'illustreront ici, William Burroughs et Hubert Selby.

C'est en 1953 que William Burroughs, après le terrible drame qui l'a vu tuer par accident sa femme, livre dans *Junky* le récit de ses pérégrinations d'héroïnomane à travers les États-Unis dans l'immédiat après-guerre, jusqu'au Mexique où il fuit pour éviter la prison.

Toujours passionné par les marges et les comportements considérés comme asociaux, il livre une véritable ethnographie du milieu de la drogue dans une analyse scientifique où l'émotion est mise à distance, donnant à lire le catalogue pratique de ce que doit savoir un toxicomane. La première expérience, par hasard, par curiosité. Même effrayante on y revient. Comme tous il se croit capable de se contrôler malgré les mises en garde des plus anciens qui n'en sont pas revenus : « *c'est moche, la pire déchéance pour un type.* » La frayeur disparaît, la dépendance s'installe, et tous sont étonnés, au bout de quelques mois, d'un jour se retrouver « accro ». La vie se résume alors à la pique, à l'attente de la suivante et à la peur du manque.

Burroughs déclare que la dépendance n'est pas un phénomène psychologique mais cellulaire (aujourd'hui il dirait : neurobiologique !). Il a vécu la privation atroce du sevrage et le plaisir du soulagement lorsque les cellules assoiffées de la « came » boivent à la seringue. Il a cherché de l'argent, petit voleur à la tire des ivrognes assoupis ou revendeur de base, grands risques et médiocres bénéfiques. Il a connu les cellules des commissariats, leur promiscuité et leurs occupants, les sevrages, soulagés par les médicaments en clinique, ou brutaux, sans aide ni soutien en détention. Il décrit les différents stades de la préparation, la seringue, le coton, l'injection, mais aussi l'évolution du corps et ses transformations physiques et physiologiques. Il a vu les drogués devenus épaves. Il a vécu l'attente impatiente du « dealer », comme l'amant passionné attend l'être aimé. Il a croisé les médecins véreux, connaît les rituels à respecter pour préserver leur déontologie et les pharmacies aveugles ou complaisantes. Rien n'est ignoré, de la législation, des cours du marché, des désordres intestinaux ou des nuances techniques de la seringue et de l'injection, des substituts au manque à la capacité à trouver de la drogue dans une ville inconnue.

Il s'installe à Tanger en 1954, sombre dans une totale déchéance lorsque, parvenu « au terminus de la came », il entame en 1956 une première cure de désintoxication, puis publie *Le Festin Nu*, vaste délire halluciné écrit durant la sombre période marocaine, précédé d'une préface rédigée après son sevrage, lucide et clairvoyante sur la dépendance, la soumission de l'individu aux forces chimiques mais aussi humaines qui vont l'enchaîner, ainsi que la nécessité d'une substitution.

Ce qui domine dans l'œuvre de Burroughs, c'est l'analyse sociologique, psychologique et physiologique en l'absence de toute explication existentielle, de toute moralité, de toute transcendance. Une expérience, une dépendance,

un prix à payer pour la connaissance, mais finalement la force psychologique pour arrêter et poursuivre son existence jusqu'à 83 ans.

Tout autre est l'œuvre d'Hubert Selby. Publié en 1978 et adapté avec un immense succès au cinéma par Darren Aronofsky, *Requiem for a dream* (plus évocateur que le titre français *Retour à Brooklyn*) décrit les rêves et les espérances de Marion, jeune femme d'une famille aisée à la sensibilité artistique et Harry, d'un milieu plus populaire, qui terrorise sa mère pour quelques sous « à consommer ». Pour le jeune couple, la drogue n'est évidemment qu'un passage ludique et transitoire vers la vie adulte. Rêve d'une vie épanouie, loin de la banalité du quartier et de son existence pour Harry, vers la réalisation de ses rêves artistiques pour Marion. Mais lorsque la pénurie s'installe, la réalité s'impose : on est « accro », comme ces vieux drogués qu'on méprisait mais dont le souvenir obnubilant est accusateur. C'est la descente infernale dans une nouvelle réalité sociale : violence meurtrière, scènes de peur dans une ville post-apocalyptique, détruite, ravagée, abandonnée à ses démons. Une spirale destructrice foudroyante, voyage au bout de soi-même qui conduira aux pires tortures (prison, gangrène du corps, folie dévorante) ou aux pires extrémités, Marion se vendant de la manière la plus sordide pour sa dose. Tel sera leur destin. Requiem pour leurs rêves, prière pour leurs âmes.

Mais la force du roman est de mettre en parallèle, chapitre après chapitre, l'espoir de la mère d'Harry de sortir de sa vie banale, de ce quotidien sans surprise, entre frigo et télévision, et de « passer à la télé » comme le lui laisse miroiter l'invitation d'une émission. D'avoir enfin une bonne raison de vivre. Mais pour enfiler la belle robe de sa jeunesse, il faut perdre les kilos accumulés, et, sous le contrôle d'un médecin véreux, elle abuse d'amphétamines dans un cercle infernal jusqu'à la bouffée délirante aigue. C'est l'hospitalisation, les électrochocs, la camisole chimique et le terme de toute vie relationnelle. La mère et le fils tous les deux sous la coupe de la drogue, dans le même rêve d'une raison d'espérer, d'une raison de vivre, un rêve qui vire au cauchemar le plus noir. La dépendance, la fuite en avant n'apparaît plus alors comme l'apanage d'une frange de la jeunesse, toxicomane et dépravée, mais bien comme une pathologie de la société moderne, avec sa chute inéluctable et dramatique qui marque la fin du rêve américain. Les personnages de Selby se trouvent pris dans un huis-clos, sans horizon possible, sans issue salvatrice. Ils veulent être heureux, simplement, en harmonie avec leur être et le monde qui les entourent, et les voilà victimes, manipulés par des médecins sans scrupule, des programmeurs de télévision et des revendeurs de drogue. *Requiem for a dream* est une réflexion sur l'addiction, sur l'aliénation, l'urgence du besoin, l'obsession de la consommation et la perte de soi, de son identité. *Requiem for a dream*, c'est le reflet d'une société américaine moderne, addictive, aliénante, qui conduit à l'isolement et à la perte des illusions, où la quête de bonheur consume et détruit. Une société propice quelques décennies plus tard à l'émergence de la crise des opioïdes dont la littérature s'empare enfin (David Joy avec *Nos vies en flammes*, Barbara Kingsolver pour *On m'appelle Demon Copperhead...*).

Le lecteur curieux pourra encore découvrir, dans la Russie post-soviétique, les pérégrinations tragicomiques façon *Junky* russe à un demi-siècle d'intervalle, racontées dans *Transsiberian back to black* par Andrei Doronine, jeune écrivain de Saint-Pétersbourg qui a connu de longues années de toxicomanie avant de décrocher grâce au soutien de son épouse. Des contrées sibériennes à la grande ville impériale, on retrouve la même quête impérieuse du produit, de la seringue, l'absence de plaisir mais exclusivement le soulagement du manque, la perte de toute valeur morale d'humanité et de dignité, le désir de s'arrêter toujours repoussé et les conséquences médicales. On croisera même, surpris, un chaman sibérien offrant des champignons magiques pour se libérer de la drogue. Le voyage pourra se poursuivre avec la bande de *Trainspotting* en Écosse, à Katmandou avec *Flash* de Charles Duchaussoy, et ailleurs dans le monde, tout en cherchant en France quel serait le grand récit épique, témoin et révélateur de ce monde caché, de ses occupants, de leur vie, rituels, espoirs et désespérance.

Comme l'a souligné Paul Ricoeur dans *Soi-même comme un autre*, la littérature s'impose comme un lieu privilégié pour la découverte de l'Autre, ici l'autre malade de sa relation à la drogue, qu'il faut savoir entendre et comprendre, avec sollicitude et empathie. En proposant un cadre neutre, mais qui n'est pas indifférent, pour cette rencontre, l'œuvre littéraire se différencie de l'échange interactif de deux protagonistes ayant chacun ses propres intérêts, pour comprendre le cheminement de l'histoire et de la pensée d'autrui ainsi que son regard sur sa situation et la société dans laquelle il vit. En excluant tout bénéfice contractuel de cette rencontre, la littérature s'impose comme un outil essentiel pour une meilleure connaissance de la maladie, autant pour les soignants et les travailleurs sociaux au contact de ce public que pour tous ceux qui, à un titre ou un autre, peuvent décider de ce qui serait bon pour les usagers de drogues et pour la société. Cette brève et partielle sélection espère l'avoir montré.

Bibliographie

Artaud A. (1968), Lettre à Monsieur le législateur de la loi sur les stupéfiants de 1916. L'ombilic des limbes, Gallimard.

Boulgakov M. (2012), Morphine, Folio.

Burroughs W. (2008), Junky, Folio.

Doronine A. (2017), Transsiberian back to black, 10/18.

Drieu la Rochelle P. (1972), Le Feu Follet, Folio.

Fallada H. (2015), Rapport objectif sur le bonheur d'être morphinomane, Denoël.

Maillard E. (2016), La voie cruelle, Payot.

Ricoeur P. (1990), Soi-même comme un autre, Points Essais.

Selby H. (2009), Retour à Brooklyn, 10/18.

Nouveautés

Présentations des éditeurs

Michel Antoni, *L'étrange histoire du LSD et autres aventures littéraires hallucinées*, L'Harmattan, 2023.

Depuis les temps anciens, les substances hallucinogènes ont une place à part dans l'histoire de l'humanité. De chamanique, leur intérêt est devenu artistique et scientifique avant qu'elles ne s'imposent comme un marqueur de liberté et de rébellion sociétale face à l'ordre établi, entraînant leur répression. La littérature témoigne de la quête de leur mystérieux pouvoir, par-delà les fantômes et les croyances. Avec *L'étrange histoire du LSD*, d'abord et bien sûr, depuis le hasard de sa découverte, la révolution culturelle qui en a découlé, son bannissement et peut-être sa renaissance. Mais cette quête peut mener à la folie et Antonin Artaud l'exprime avec une douloureuse intensité. Aller aux sources de ces végétaux, auprès de ceux qui en ont la connaissance depuis des générations, ouvre la porte aux controverses dont Carlos Castaneda est l'exemple, à l'inverse d'intellectuels expérimentant avec rigueur leurs révélations. Aldous Huxley et Henri Michaux en sont les précurseurs et les grands témoins. Les visions du fumeur d'opium ou de cannabis, sans être réellement hallucinogènes, doivent être mentionnées pour compléter une fresque qui montre l'homme toujours en quête de moyens pour soulager sa souffrance existentielle et élever son regard au-delà de sa destinée.

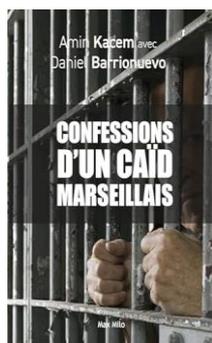
**Joël Bockaert, *Les drogues, le cerveau et les états de conscience modifiés. Du chamane au médecin*, Odile Jacob, 2024. Préface de Jean-Pierre Changeux.**

Que se passe-t-il dans un cerveau sous psychédélique ? Joël Bockaert se penche sur les mécanismes neurochimiques et neurophysiologiques des drogues qui induisent des états de conscience modifiés, proches des expériences de méditation, de transe ou du mystérieux sentiment océanique. Les champignons magiques, l'ayahuasca et leurs cousins naturels sont utilisés dans les rituels chamaniques depuis des millénaires. LSD, ecstasy, kétamine et autres dérivés synthétiques sont passés des laboratoires au milieu de la fête. Ce livre raconte les péripéties exotiques et scientifiques qui entourent chacune de ces substances. On croise des écrivains en quête d'inspiration, des agents de la CIA en mission, des hippies espérant l'avènement d'un New Age psychédélique. Depuis quelques années, ces drogues sont prises au sérieux par la recherche



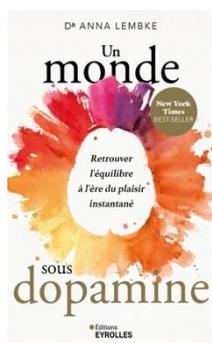
clinique. De nouvelles molécules, analogues aux psychédéliques, semblent produire des résultats thérapeutiques, sans avoir d'effets psychédéliques, notamment pour la prise en charge de pathologies psychiatriques.

Amin Kacem, avec Daniel Barrionuevo, *Confessions d'un caïd marseillais*, Max Milo, 2023.



Ce document est unique ! Il a été rédigé de la main d'un caïd, sur de simples feuilles de papier, entre 2022 et 2023. Pour la première fois, un Tony Montana marseillais lève le voile sur les quartiers nord, ses fusillades au pied des tours et les milliers de consommateurs de stupéfiants qui s'y pressent chaque jour. Depuis son enfance algérienne jusqu'à ses démêlés avec la justice, en passant par sa carrière de chouf, de charbonneur... et de papa, celui qui se fait appeler Amin Kacem nous plonge dans le monde de Scarface. De sa plume vive et sans fard, le caïd dit la violence, le danger, l'injustice, l'appât du gain et l'envie de vivre. Pour son auteur, plus qu'une histoire d'homme et de drogue, ce livre est un testament. C'est surtout une réponse terrible apportée à ceux qui s'étonnent que des quartiers entiers s'effondrent ; c'est un coup de tonnerre qui fera réfléchir les jeunes rêvant à une carrière de super dealer ; et c'est une interpellation impitoyable des politiques qui, longtemps, auraient pu, donc dû, empêcher les drames actuels et la catastrophe imminente.

Anna Lembke, *Un monde sous dopamine. Retrouver l'équilibre à l'ère du plaisir instantané*, Eyrolles, 2024.



Et si la dopamine était le mal du siècle ? La dopamine, molécule produite par notre cerveau, est le neurotransmetteur impliqué à la fois dans le plaisir et la douleur, en lien direct avec l'addiction. Des SMS aux réseaux sociaux, de la nourriture aux drogues, du jeu au shopping, aujourd'hui, nos cerveaux sont bombardés de stimuli particulièrement riches en dopamine. Nous sommes devenus dépendants de plaisirs éphémères qui finissent chez beaucoup d'entre nous par générer une grande souffrance. Il suffit de voir la relation que nous avons avec notre smartphone pour le constater. Quel phénomène se cache derrière notre dépendance aux écrans, et plus globalement, derrière toutes nos addictions ? Ce livre rend compte de toute la complexité du mécanisme de l'addiction, de la poursuite du plaisir immédiat qui mène inévitablement à la souffrance, et de la difficulté à trouver un équilibre. Anna Lembke, pédagogue hors pair, y explique le fonctionnement de la dopamine et des mécanismes neuronaux à l'œuvre dans l'addiction. En s'inspirant des histoires vécues de ses patients, elle transmet des témoignages puissants, singuliers et incarnés, qui font écho chez chacun d'entre nous. Elle déconstruit ainsi le système de l'addiction sans jugement, allant même jusqu'à partager la sienne.

Sarah Perrin, Femmes et drogues : trajectoires d'usagères-revendeuses insérées socialement à Bordeaux et Montréal, Éditions Le Bord de l'eau, 2024.

Les femmes insérées socialement sont doublement invisibles dans les mondes de la drogue. Les recherches académiques, dispositifs sociosanitaires et répressifs liés aux drogues se focalisent sur une population masculine et précaire. Malgré la féminisation des consommations et en dépit du fait qu'une grande partie des usagers travaillent, étudient et disposent d'un logement fixe, étudier femmes et drogues restait un impensé des sciences sociales. Cet ouvrage vient combler un vide en donnant la parole à une population stigmatisée et invisibilisée. Fondée sur 108 entretiens réalisés avec des usagères-revendeuses et usagers-revendeurs, des professionnels sociosanitaires, des policiers et des acteurs et experts des politiques publiques liées aux drogues, cette étude analyse la manière dont des femmes insérées socialement agissent dans des mondes de la drogue formatés par et pour des hommes. Tout en décrivant une population cachée de femmes insérées qui consomment et revendent des drogues, l'ouvrage aborde la manière dont les usagères-revendeuses jouent avec les critères des profilages policiers pour limiter les risques répressifs, et gèrent leurs usages sans recourir à des structures de prise en charge des addictions.



Dans la continuité des réflexions amorcées lors de séminaires éponymes organisés au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) depuis octobre 2019, la revue *Politiques des drogues* a été lancée en juillet 2021.

Elle est en accès libre sur le site du Cnam : <https://esd.cnam.fr/actualite/revue-politiques-des-drogues/>.

Ce nouveau semestriel s'inscrit dans une approche résolument interdisciplinaire et de dépassement des clivages stériles. Il a pour ambition de proposer une réflexion scientifique et professionnelle rigoureuse, approfondie et originale, en faisant dialoguer des savoirs et des points de vue divers sur la question des drogues, aussi bien en termes de politiques publiques, que sur des enjeux éducatifs, sécuritaires, normatifs ou économiques.

La revue est ainsi ouverte à toute proposition d'article, pour des textes relativement courts (15.000 signes maximum, espaces compris), portant sur l'un des angles de cette vaste thématique.

N'hésitez donc pas à envoyer vos propositions d'articles (papiers finalisés), qui seront examinées par le comité scientifique de la revue, à : sonny.perseil@lecnam.net

Consignes aux contributeurs

Le projet d'article envoyé par les candidats à une publication dans *Politiques des Drogues* doit impérativement respecter les consignes suivantes, faute de quoi il ne sera pas étudié par le comité scientifique (3 relecteurs à l'aveugle) :

- Le texte doit être relativement court, pas plus de 15 000 signes, espaces compris, ce calibrage valant pour l'ensemble du fichier incluant donc la bibliographie, les notes ou d'éventuelles annexes.
- Le texte doit être bien écrit. Les articles impliquant trop de corrections formelles seront systématiquement retournés à l'auteur avant examen par les relecteurs.
- Les notes doivent être placées en fin d'article, pas en bas de page. Les appels de note dans le texte doivent être en exposant.

- Les sources seront citées au fil du texte (Granovetter 1973, p. 1367 ; Bourdieu 1979, p. 45) et feront l'objet d'une bibliographie en fin d'article adoptant le format suivant :
 Ouvrage : Bourdieu P. (1979), *La distinction*, Paris, Minuit.
 Article : Granovetter M. S. (1973), « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, no. 6, pp. 1360-1380.
 Ouvrage collectif : Harvey E. B. (dir.) (1973), *Perspectives on modernization*, Toronto, University of Toronto Press.
 Chapitre d'ouvrage collectif : Tilly C. (1973), « The modernization of political conflict in France », in E. B. Harvey (dir.), *Perspectives on modernization*, Toronto, University of Toronto Press.
 Article de presse : auteur(s) (si l'article est signé), « titre de l'article », *titre du journal*, date de parution.
- La proposition doit être envoyée à sonny.perseil@lecnam.net.

Sur le fond, les articles attendus doivent s'appuyer sur des recherches originales représentant un apport ou une synthèse de qualité. Les travaux fondés sur une approche véritablement interdisciplinaire seront préférés aux études trop spécialisées. Les membres du comité éditorial se montreront particulièrement sensibles aux propositions mêlant aspects empiriques et analyse conceptuelle, par rapport à des textes qui ne se focaliseraient que sur l'un de ces deux points. Les recherches portant sur l'actualité et la prospective des politiques des drogues seront également appréciées.

Comité éditorial : Sonny Perseil, directeur de la publication ; Imène Sahed, directrice de la rédaction ; Bertrand Leibovici, rédacteur-en-chef ; Antony Chaufton, rédacteur-en-chef adjoint ; Idrissa Ba, directeur des relations internationales.

Avec la participation d'Ella Dinner.

Marie-Astrid Le Theule, Guillaume Soto-Mayor et Alice Gagliano, membres fondateurs.

Comité scientifique : Idrissa Ba (Centre de prise en charge intégrée des addictions de Dakar), Alain Bauer (Cnam / SDR3C), Sandra Bertezene (Cnam / Lirsa), Yann Bisiou (Université Paul Valéry - Montpellier III), Jean-Pierre Couteron (Fédération Addiction), François-Xavier Dudouet (Université Paris Dauphine / IRISSO), Michel Gandilhon (*Observatoire des criminalités internationales*), Didier Jayle (ex-MILDT / ex-Cnam), Séverine Lacombe (Sorbonne Université), Laurent Laniel (European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction), Bertrand Leibovici (médecin addictologue), Marie-Astrid Le Theule (Cnam / Lirsa), Giovanni Molano-Cruz (Universidad Nacional de Colombia), Paulo José dos Reis Pereira (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo), Sonny Perseil (Cnam / ESDR3C), Alexandre Pollien (FORS – Suisse), Imaine Sahed (Cesdip).